

peu plus que le *bloc libéral*, il n'est plus pénalisé par le mode de scrutin. Cela se fait aussi à la faveur d'un taux de participation de 82 pour cent, c'est-à-dire un taux nettement plus élevé que la moyenne d'après-guerre.

Mais alors que nous estimons qu'il y a presque identité entre l'électorat conservateur de 1958 et l'électorat unioniste de 1956 ou de 1960, *nous ne pensons pas qu'il y ait identité entre l'électorat libéral fédéral de 1958 et l'électorat libéral provincial de 1960*. En 1958, les libéraux fédéraux sont dans une phase *descendante* : ils viennent de perdre l'appui d'environ 5 pour cent de l'électorat, fraction qui les appuyait depuis 1949, qui appuyait Duplessis au niveau provincial et qui se tourne maintenant vers les conservateurs, et à laquelle s'ajoute environ 7 ou 8 pour cent d'électeurs unionistes au provincial et qui s'abstenaient aux élections fédérales (ce qui a pour effet de relever le pourcentage obtenu par les conservateurs et le taux de participation). Par contre, en 1960, les libéraux provinciaux sont dans une phase *ascendante*, mais comme cela ne se traduit pas par une baisse unioniste notable, l'augmentation du vote libéral ne peut être attribuable qu'à une augmentation du taux de participation et au vote des nouveaux électeurs. Les libéraux de Lesage ont bénéficié de l'appui du *bloc libéral* traditionnel et d'un nouveau bloc qui va se constituer dans les années soixante et que provisoirement nous appelons le *bloc québécois*.

Cela se traduit par un phénomène tout à fait nouveau : *depuis 1930, l'électorat libéral fédéral était plus volumineux que l'électorat libéral provincial, mais à partir de 1960, et jusqu'en 1976, ce sera l'électorat libéral provincial qui sera plus volumineux que l'électorat libéral fédéral*. De plus, sur toute la période postérieure à la guerre, le vote libéral, tant fédéral que provincial, ne descend jamais en dessous du tiers des électeurs inscrits : ce tiers représente le *bloc libéral*.

#### X. La reproduction de l'électorat partisan

Avant d'entamer l'étude de la période qui s'ouvre en 1960, qui sera dominée par la question nationale et qui verra l'apparition d'un nouveau nationalisme québécois indépendantiste opposé à l'ancien nationalisme canadien-français autonomiste, il nous apparaît nécessaire de faire un certain nombre de remarques.

*La première de ces remarques est qu'il existe une très gran-*

*de liaison entre les élections fédérales et les élections provinciales.* Cette liaison, assez évidente au niveau du personnel politique (qui passe d'un niveau à l'autre de gouvernement sans aucune difficulté), assez évidente au niveau des organisations partisans (ce sont les mêmes "organiseurs" qui font les élections à l'un et l'autre niveau de gouvernement, tout au moins dans les partis traditionnels), est plus difficilement repérable au niveau de l'électorat : elle est toutefois aussi forte à ce niveau qu'ailleurs. Mais pour les observateurs, c'est souvent comme s'il y avait deux pays, le Québec et le Canada, séparés dans l'espace et le temps, *alors qu'il s'agit de la même population, sur le même territoire et au même moment qui a à se prononcer dans des élections à deux niveaux de gouvernement.* Chez certains commentateurs, nous soupçonnons un certain "provincialisme" que traduit la rareté des études politiques sur les élections fédérales au Québec, mais ce provincialisme cache en fait un phénomène beaucoup plus profond : *je veux parler de l'occultation générale de l'état fédéral, de l'Etat, qui au Canada semble se cacher derrière les Etats provinciaux.*

*La seconde remarque est que la question nationale semble bien dominer l'histoire électorale du Québec, comme elle domine le discours politique quotidien.* Les tentatives insistantes de bien des analystes de minimiser l'importance de la question nationale dans les comportements électoraux pour privilégier les facteurs socio-économiques, comme si ceux-ci n'étaient pas justement une conséquence de l'oppression nationale, ont pour effet de construire un discours qui sert d'écran à cette oppression nationale, écran dont ne dépasse que la question linguistique ou culturelle au Canada. Pourtant, les faits sont là : les déboires du Parti conservateur du Canada dans le Québec sont, au niveau électoral, l'élément d'explication le plus convaincant de la soi-disant suprématie libérale au Canada. Les longs règnes de Laurier et de Mackenzie King ont commencé grâce au vote du Québec et malgré l'opposition d'un Canada-anglais conservateur, et celui de Pearson est la conséquence du vote québécois. Comme ce fait peut être déduit, *a contrario*, de l'existence du nationalisme canadien-français, la question qui se pose est la suivante : *le nationalisme canadien-français aurait-il eu comme mission historique de permettre au libéralisme continentaliste de s'assurer le pouvoir politique, et par là même, d'assurer la mainmise américaine sur le Canada ?* Si tel était le cas, la question qui nous est posée est alors : le nationalisme cana-

dien-français n'est-il pas un des éléments constitutifs de l'Etat canadien ? Dans cette perspective, le nationalisme verbeux et autonomiste de Duplessis, qui servait surtout à ne pas nommer l'impérialisme américain au Québec, recevrait un nouvel éclairage, lequel éclairage servirait peut-être aussi à mieux comprendre le nationalisme du nouveau gouvernement québécois péquiste. Ajoutons à cela que Trudeau se maintient au pouvoir lui aussi grâce au vote du Québec depuis 1972 et que le nationalisme québécois ne prend pas actuellement les moyens de l'en déloger.

*La troisième remarque est que, au cours de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, tous les changements significatifs au niveau électoral se font sans changement significatif des appuis électoraux du parti au pouvoir.* En 1911, les conservateurs font une percée sans que les libéraux ne reculent; en 1917, les libéraux atteignent un sommet sans pourtant écraser les conservateurs; en 1930, les conservateurs percent de nouveau, mais les libéraux ne reculent pas; en 1935, Duplessis dépasse le mur de la vraisemblance politique mais Taschereau n'a pas reculé; en 1960, enfin, Lesage inaugure la Révolution tranquille par une élection qui laisse presque intactes les forces unionistes. La seule occasion où l'on puisse repérer hors de tout doute un transfert important de voix d'un parti vers l'autre, c'est à l'élection de 1936 qui porta l'Union nationale au pouvoir : et encore ce transfert se limite-t-il à tout au plus 10 pour cent de l'électorat libéral qui appuie l'Union nationale.

La seule force qui semble déterminante à long terme, c'est celle constituée par les nouveaux électeurs qui assurent la reproduction de l'électorat. C'est un peu comme dans les courses d'automobiles où rarement les voitures font marche arrière : parfois, elles arrêtent au stand, parfois elles font un tête à queue, mais les dépassements se font lorsqu'une des voitures avance plus vite que l'autre...

Pour donner une idée de l'ampleur du phénomène de reproduction de l'électorat, avançons quelques chiffres (dans chaque cas ces chiffres donnent le nombre de nouveaux électeurs entre deux élections successives à un même niveau de gouvernement). Aux élections fédérales de 1945, il y a environ 400 000 nouveaux électeurs; aux élections fédérales de 1953, ils sont environ 310 000; aux élections de 1957, environ 310 000; ils sont 80 000 enfin aux élections de 1958. Aux élections provinciales de 1948, les nouveaux électeurs

sont environ 330 000; ils sont environ 330 000 aux élections de 1952, et encore 310 000 aux élections de 1956; aux élections provinciales de 1960, enfin, ils sont environ 310 000 nouveaux électeurs. C'est donc, d'une élection à l'autre, et quel que soit le niveau de gouvernement, environ un tiers de million de nouveaux électeurs qui acquièrent le droit de vote. On voit que même si leur taux de participation électorale est sensiblement moins élevé que celui de leurs aînés, leur présence se mesure par des chiffres bien plus importants que les variations de volume des électors partisans.

Pour fixer les idées, donnons le nombre approximatif de nouveaux électeurs aux élections postérieures à 1960. Aux élections provinciales, on obtient pour les nouveaux électeurs : 170 000 en 1962; 740 000 en 1966 (droit de vote à 18 ans); 480 000 en 1970; 400 000 en 1973 et 420 000 en 1976. Aux élections fédérales, on obtient pour les nouveaux électeurs : 330 000 en 1962; 95 000 en 1963, 200 000 en 1965; 330 000 en 1968, 860 000 en 1972 (droit de vote à 18 ans) et 270 000 en 1974. C'est environ 560 000 nouveaux électeurs qui voteront aux prochaines élections fédérales.

Afin de tenir compte de ce phénomène de reproduction du corps électoral, il nous faut maintenant tenir compte des abstentions. Sans les ériger en catégorie politique homogène, une grosse part d'entre elles étant de nature non-politique, nous nous intéresserons particulièrement aux *variations* du nombre d'abstentions, sorte de volant de sécurité du processus électoral.

La reproduction de l'électorat, massive et continue, prend surtout un sens politique lorsqu'on se souvient que non seulement les nouveaux électeurs entrent sur les listes électorales, mais qu'*ils entrent aussi sur le marché du travail*. S'il est toujours aisé d'inscrire des nouveaux électeurs, il en va autrement pour leur donner du travail, surtout en période de récession économique. Les orientations politiques des jeunes ne sont donc pas interprétées comme un quelconque comportement dû à l'âge, *mais bien comme un comportement dicté par leur place objective dans le processus social et leur difficulté à s'intégrer au marché du travail en période de crise économique*.

#### XI. 1962-1968 : le brouillage créditiste au niveau fédéral

Il semble exister comme une règle politique dans le système électoral canadien : dès que le Parti conservateur prend

Tableau 7

## Vote du Québec aux élections 1958-1976

Election	Electeurs inscrits (en '000)	Taux de participation	Voix obtenues (en '000)						Pourcentages (par rapport aux électeurs inscrits)				
			Lib.	Cons.	Créd.	N.P.D.	Autres	Abst.	Lib.	Cons.	Créd.	N.P.D.	Autres
1958 F.	2 577	79 p. cent	1 005	936	-	-	83	531	39	36	-	-	3
1960 P.	2 608	82 "	1 076	977	-	-	44	478	41	37	-	-	2
1962 F.	2 728	78 "	830	620	542	92	5	611	30	23	20	3	-
1962 P.	2 722	80 "	1 205	890	-	-	42	555	44	33	-	-	2
1963 F.	2 808	76 "	966	414	578	151	9	664	34	15	21	5	-
1965 F.	2 933	71 "	929	433	357	244	74	860	32	15	12	8	3
1966 P.	3 222	74 "	1 097	951	75	137	65	852	34	30	2	4	2
1968 F.	3 083	72 "	1 170	466	359	164	25	854	38	15	12	5	1
1970 P.	3 479	84 "	1 304	566	321	662	20	549	37	16	9	19	1
1972 F.	3 694	76 "	1 289	457	639	169	70	904	35	12	17	5	2
1973 P.	3 764	80 "	1 625	146	295	898	9	737	43	4	8	24	-
1974 F.	3 848	67 "	1 330	521	420	162	26	1 256	35	14	11	4	1
1976 P.	4 025	85 "	1 135	612	156	1 390	68	593	28	15	4	35	2

L'augmentation du nombre d'électeurs inscrits à l'élection provinciale de 1966 est due au droit de vote accordé aux personnes de 18 ans et plus; même chose aux élections fédérales de 1972.

Pour toute la période, le vote de l'Union nationale se trouve dans la colonne Conservateur; le vote du R.N. en 1966 se trouve dans la colonne Créditiste; et le vote du R.I.N. en 1966 et du P.Q. depuis 1970 se trouve dans la colonne N.P.D.

P : élection provinciale

F : élection fédérale

le pouvoir à Ottawa, il apparaît sur la scène politique un nouveau parti qui a pour effet de couper le vote conservateur et de lui faire perdre les élections suivantes. En 1921, ce fut le Parti progressiste national après le gouvernement de Borden; en 1935, ce fut le Parti de la reconstruction après le gouvernement Bennett; après le gouvernement Diefenbaker en 1962, ce sera le Crédit social.

On ne peut évidemment pas mettre ces trois tiers-partis en correspondance : les Progressistes-nationaux se situaient à gauche des conservateurs et leur aire d'extension se situa dans les Prairies; le Parti de la reconstruction se situait à droite des conservateurs et il eut des effets électoraux partout au Canada. Les créditistes, quant à eux, auront un impact surtout au Québec et ne nuiront pas seulement aux conservateurs du point de vue électoral.

En effet, à l'élection fédérale de 1962, les créditistes font reculer libéraux et conservateurs au Québec (tableau 7) : les premiers perdent 175 000 voix et les seconds, 316 000 voix. Les mouvements de vote sont un peu plus complexes cependant, car le N.P.D. recueille 92 000 voix, probablement puisées à même le vote libéral et les nouveaux électeurs. Une seule chose semble assurée : *les voix créditistes proviennent pour les deux tiers du Parti conservateur et pour un tiers du Parti libéral.* Le Parti libéral du Canada, réduit à 30 pour cent des électeurs inscrits, atteint alors son plancher au Québec : *c'est son niveau le plus bas depuis le début du siècle.*

Mais dès l'élection fédérale de 1963, les libéraux récupèrent une partie de leurs pertes (136 000 voix de plus) et atteignent l'appui de 34 pour cent des électeurs inscrits. Les conservateurs quant à eux continuent leur chute libre, perdant encore 200 000 voix. Comme les créditistes, à l'élection de 1963, maintiennent leur vote (36 000 voix de plus qu'en 1962), et que, par ailleurs, les néo-démocrates connaissent encore un accroissement d'environ 60 000 voix, il y a tout lieu de croire que la récupération libérale sur les créditistes masque en fait un double mouvement : retour vers les libéraux d'un certain nombre de créditistes que le Crédit social compense par des gains sur les conservateurs.

L'élection fédérale de 1965 voit la stabilisation de ce mouvement complexe enregistré en 1962 et 1963 : le Parti conservateur maintient son appui populaire (433 000 voix en 1965 contre 414 000 voix en 1963), le N.P.D. connaît une

progression sensible (244 000 voix en 1965 contre 151 000 en 1963) qui provoque une légère régression du vote libéral (929 000 voix en 1965 contre 966 000 voix en 1963). Les créditistes par contre reculent de plus de 200 000 voix, mais ce recul doit être mis en relation avec une augmentation d'environ 200 000 voix du nombre d'abstentions.

La première vague créditiste, celle des années 62-65, a constitué un facteur de brouillage qui a nui à l'électorat libéral à court terme, mais qui a réduit de moitié l'électorat conservateur à long terme. Au niveau fédéral, le vote libéral se réduit maintenant à environ le tiers des électeurs inscrits : il n'en bougera plus, sinon accidentellement lors de l'arrivée de P.E. Trudeau à la tête du Parti libéral. Nous retrouvons donc, avec un tiers des électeurs inscrits aux élections de 1965, très exactement le *bloc libéral*. Le vote conservateur se divise maintenant en deux : le Parti conservateur lui-même conserve l'appui de 15 pour cent des électeurs inscrits, et il n'en bougera plus; le Crédit social recueille le reste, soit 12 pour cent des électeurs inscrits. Cette division du *bloc conservateur* se reproduira au niveau provincial.

Ayant perdu l'appui du Québec acquis en 1958, le Parti conservateur se retrouve minoritaire aux Communes malgré le fait qu'il ait obtenu la majorité absolue des sièges au Canada-anglais : les libéraux de Pearson n'ont pu cette fois-ci répéter l'exploit de Laurier en 1896 ou celui de Mackenzie King en 1921 et 1926, c'est-à-dire gagner l'élection au Canada grâce à la majorité acquise au Québec. En effet, en 1962, le Crédit social ayant fait élire 26 députés, les libéraux se retrouvent minoritaires au Québec avec 35 députés, soit à peine 26 de plus que les conservateurs. Dès lors, les 37 sièges de majorité obtenus par Diefenbaker à l'extérieur du Québec lui permettent d'être encore Premier ministre du Canada.

Mais dès l'élection de 1963, les libéraux retrouvent une majorité de 39 députés sur les conservateurs au Québec : cette majorité annule facilement la faible majorité de 5 sièges conservée par Diefenbaker au Canada-anglais, *et permet à Lester B. Pearson, tout comme Laurier ou King, de devenir Premier ministre du Canada grâce à l'appui du Québec*. Le retour des libéraux au pouvoir à Ottawa se fait sur la question de l'intégration militaire du Canada aux Etats-Unis et sur la participation du pays au système de défense nord-américain (et en particulier sur la présence, exigée par les U.S.A., d'ogives nucléaires sur le territoire canadien). Au cours du débat,

le Parti conservateur révèle une tendance nationaliste qui contraste avec l'attitude totalement "compradore" affichée par les libéraux.

L'élection fédérale de 1965 est presque une copie conforme de celle de 1963 : une fois de plus, les libéraux annulent une faible majorité conservatrice au Canada-anglais par une énorme majorité libérale au Québec. Il faudra attendre l'élection de 1968 et la vague Trudeau pour voir le Canada-anglais donner provisoirement une majorité de sièges au Parti libéral du Canada.

## XII. 1968-1974 : la stabilité au niveau fédéral

Les élections fédérales de 1962, 1963 et 1965 constituent une période de réajustement des électors partisans qui ne prendra tout son sens qu'après l'analyse des élections provinciales. Enregistrons pour l'instant la stabilité qui s'instaure au niveau fédéral dans la division de l'électorat.

A l'élection fédérale de 1968, les libéraux, avec l'appui de 38 pour cent des électeurs inscrits, effectuent un gain temporaire : dès 1972, ils reviendront à leur niveau de base, c'est-à-dire 35 pour cent des électeurs inscrits. A l'élection fédérale de 1974, ils n'en bougent pas : leur électorat passe de 1 289 000 voix en 1972 à 1 330 000 voix en 1974, *c'est-à-dire qu'il arrive tout juste à se reproduire.*

Les conservateurs, avec l'appui de 15 pour cent des électeurs inscrits en 1965, semblent avoir atteint leur niveau minimal : 414 000 voix en 1963, 433 000 en 1965, 466 000 en 1968, 457 000 en 1972, 521 000 en 1974, telle est la trajectoire d'un électorat qui arrive péniblement à se reproduire d'une élection à l'autre.

Les néo-démocrates se comportent de la même façon : après la poussée de 1965 qui leur accorda 244 000 voix, ils se stabilisent à 5 pour cent des électeurs inscrits. Le N.P.D. obtient 164 000 voix en 1968, 169 000 voix en 1972, 162 000 voix en 1974, donnant l'impression d'un parti qui n'arrive pas à se reproduire au Québec.

L'évolution des créditistes est plus complexe : à l'élection fédérale de 1968, ils obtiennent à peu de choses près le même vote qu'en 1965 (359 000 voix au lieu de 357 000 voix), mais cette stabilité cache des mouvements internes qui traduisent un début d'institutionnalisation : dans certaines régions, les créditistes continuent de perdre des voix en faveur

des libéraux, dans d'autres régions, ils enregistrent des gains à même les abstentions et les nouveaux électeurs. A l'élection de 1972, leur tentative d'institutionnalisation se solde par une progression de 280 000 voix que l'on doit mettre en parallèle avec une augmentation du taux de participation. Mais dès 1974, l'échec de cette institutionnalisation se traduit par un reflux créditiste (perte de plus de 200 000 voix) et par une progression parallèle des abstentions. L'accroissement du vote créditiste en 1972, accroissement d'environ 5 pour cent des électeurs inscrits, ne s'est pas fait à même le vote libéral : puisant dans les réserves abstentionnistes et dans les milieux urbains, le Crédit social s'est acquis alors provisoirement l'appui d'une partie du nouveau bloc qui s'est constitué sur la scène provinciale.

*En somme, il nous semble que les quatre partis politiques fédéraux sont réduits, depuis dix ans, à leur vote minimal : environ 35 pour cent pour les libéraux, 15 pour cent pour les conservateurs, 10 pour cent pour les créditistes et 5 pour cent pour les néo-démocrates. A quoi s'ajoutent 35 pour cent d'abstentions. Pour comprendre et expliquer ce rétrécissement des électorats des partis fédéraux, il faut maintenant se tourner vers la scène provinciale, sur laquelle est apparu un nouveau bloc antagoniste au *bloc libéral*.*

### XIII. 1962-1966 : la Révolution tranquille

Au niveau provincial, les choses sont plus complexes car nous allons assister à l'effritement de l'Union nationale et à la montée du Parti québécois qui n'en est pas la substitution pure et simple, ni même une version plus "nationaliste". De plus, le vote créditiste viendra brouiller les cartes aux élections de 1970 en liquidant électoralement le vote unioniste.

Afin de mieux apprécier les mouvements de vote entre les partis aux élections provinciales de 1962 à 1976, nous avons calculé séparément pour le grand Montréal (Ile de Montréal, Ile-Jésus et Rive-Sud de Montréal) et le reste de la province, les variations de volume des électorats partisans, ainsi que du nombre d'abstentions et du nombre d'électeurs inscrits. Le résultat de ce calcul est donné dans le tableau 8. Avant d'en aborder l'analyse, signalons que pour l'ensemble de ces chiffres, il n'a pas été tenu compte de la mortalité naturelle qui, pour la période considérée, se chiffre par environ 40 000 décès annuellement : aussi il faudrait en principe *ajouter* à

tous les chiffres du tableau 8 les pertes par décès subies par les partis politiques.

Tableau 8

Variations du vote des partis politiques provinciaux  
1962-1976  
(en '000)

	Libéral	U.N.	Créditiste	P.Q.	Abst.	Electeurs
<i>Entre 1960 et 1962</i>						
Montréal	+ 102	-- 69	-	-	+ 30	+ 61
Province	+ 27	-- 18	-	-	+ 47	+ 59
Total	+ 129	-- 87	-	-	+ 77	+ 120
<i>Entre 1962 et 1966</i>						
Montréal	-- 68	-- 15	+ 10	+ 76	+ 119	+ 155
Province	-- 40	+ 76	+ 65	+ 61	+ 177	+ 345
Total	-- 108	+ 61	+ 75	+ 137	+ 297	+ 500
<i>Entre 1966 et 1970</i>						
Montréal	+ 198	-- 122	+ 19	+ 236	-- 221	+ 97
Province	+ 9	-- 262	+ 228	+ 289	-- 82	+ 160
Total	+ 207	-- 385	+ 246	+ 525	-- 303	+ 257
<i>Entre 1970 et 1973</i>						
Montréal	-- 12	-- 95	+ 15	+ 45	+ 50	+ 77
Province	+ 333	-- 325	-- 41	+ 191	+ 138	+ 208
Total	+ 321	-- 420	-- 26	+ 236	+ 188	+ 285
<i>Entre 1973 et 1976</i>						
Montréal	-- 144	+ 178	-- 20	+ 151	-- 72	+ 48
Province	-- 346	+ 288	-- 119	+ 341	-- 71	+ 213
Total	-- 490	+ 466	-- 139	+ 492	-- 144	+ 261

N.B. A l'élection de 1966, les données pour le R.N. sont dans la colonne des créditistes, et celles pour le R.I.N., dans la colonne du P.Q.

Alors que l'élection de 1960 n'avait pas vu de pertes significatives dans les rangs de l'Union nationale, mais avait vu au contraire le Parti libéral faire des gains substantiels chez les nouveaux électeurs et chez les abstentionnistes de 1956, l'élection de 1962 voit l'Union nationale perdre 87 000 voix et le Parti libéral faire un nouveau gain de 129 000 voix. La situation ressemble à celle de 1935-1936 : en 1935, l'Union nationale avait progressé sans recul important des libéraux de Taschereau; en 1936, les progrès unionistes se font aux dépens des libéraux auxquels ils arrachèrent environ le dixième des électeurs.

En 1960, les libéraux progressent sans que l'Union nationale ne recule; en 1962, ils progressent encore, mais cette fois-ci en récupérant une fraction de l'électorat unioniste : *mais cette fraction ne dépasse pas le dixième de l'électorat de l'Union nationale. De plus il est remarquable que le Parti libéral fasse en 1962, 80 pour cent de ses gains dans le grand Montréal. L'élection de 1962 a vu clairement le Parti libéral acquérir une hégémonie politique dans les régions urbaines du Québec grâce à l'appui du vote ouvrier et de celui des classes moyennes liées à l'extension de l'appareil d'Etat (fonction publique, enseignement, santé, communications, entreprises d'Etat, etc.).* Le personnel politique de la Révolution tranquille reflète d'ailleurs cette emprise politique du Parti libéral dans les régions urbaines du Québec.

*Mais dans le Québec rural, les positions sont inchangées en 1962, l'Union nationale ne subissant presque pas de pertes et le Parti libéral ne faisant presque pas de gains.*

L'élection de 1966 est marquée par l'apparition de partis indépendantistes sur la scène électorale (R.N. et R.I.N.), lesquels poursuivent à ce moment-là l'analyse de la situation du Québec dans une logique critique qui substitue à l'ancien nationalisme canadien-français autonomiste (et fédéraliste) un nouveau nationalisme québécois indépendantiste. Ce nouveau nationalisme cherche à dépasser la Révolution tranquille libérale, et opère une critique systématique du libéralisme. Pour reprendre les concepts de Marcel Rioux, à une *idéologie de conservation* (apanage du nationalisme canadien-français traditionnel), le libéralisme a opposé une *idéologie de rattrapage* (moteur de la Révolution tranquille), à laquelle s'oppose maintenant une *idéologie de dépassement* (moteur du mouvement indépendantiste). Au niveau électoral, la lutte se fait donc en 1966 non pas entre les partis indépendantistes et l'Union nationale, *mais bien entre les partis indépendantistes et le Parti libéral* : l'enjeu de cette lutte, c'est la jeunesse indépendantiste ou pouvant le devenir dans les régions urbaines du Québec et notamment, à Montréal.

En effet, en 1966, le Parti libéral perd 108 000 voix, soit environ le dixième de son électorat : dans les régions urbaines, c'est le R.I.N. qui lui ravira juste assez de forces pour constituer une nuisance électorale maximale (les gains de l'Union nationale dans certains comtés montréalais ne pouvant s'expliquer que par la présence du R.I.N. dans la lutte); dans les régions rurales, c'est souvent le R.N. qui arrachera

des voix aux libéraux et permettra à l'Union nationale de faire des gains, d'autant plus que celle-ci, dirigée par Daniel Johnson récupère ses pertes de 1962 et arrive à renouveler son électorat. Néanmoins, dans le grand Montréal, le recul unioniste se poursuit, quoiqu'il soit ralenti.

Notons que l'extension du droit de vote à 18 ans, qui a grossi les listes électorales de plus de un demi-million d'électeurs, n'a pas avantagé les libéraux qui semblent, en 1966, avoir tari leur source de renouvellement auprès d'une jeunesse québécoise de plus en plus indépendantiste, surtout en milieu urbain (le R.I.N. par exemple a mieux réussi dans la région du grand Montréal qu'à l'extérieur de celle-ci). La baisse du taux de participation à l'élection de 1966 (74 pour cent au lieu de 80 pour cent en 1962) ne correspond pas à une baisse du nombre des votants (qui, au contraire, a augmenté de presque 200 000), mais bien au grossissement des listes électorales par les inscriptions nouvelles des jeunes de 18 à 21 ans, lesquels ont un taux de participation plus faible que leurs aînés : dès lors, le nombre d'abstentions augmente en 1966 d'environ 300 000.

La période de la Révolution tranquille nous semble donc déterminée, au niveau électoral, par la reproduction de l'électorat. L'Union nationale conserve son assise constituée par le *bloc conservateur* (environ 20-25 pour cent de l'électorat) et le noyau du nationalisme canadien-français traditionnel (environ 5 à 10 pour cent de l'électorat). Le Parti libéral ajoute au *bloc libéral* (environ 35 pour cent de l'électorat) de nouvelles tranches de l'électorat en renouvelant, jusqu'en 1962, son assise électorale.

L'élection de 1966 voit l'arrêt de la reproduction de l'électorat du Parti libéral, incapable de s'allier avec le nouveau nationalisme québécois indépendantiste qui lèvera ses troupes principalement chez les jeunes. Il est remarquable qu'en 1966 le Parti libéral se soit assuré l'appui d'exactly 34 pour cent des électeurs inscrits : *il est donc revenu à son niveau de la période duplessiste, celui du bloc libéral.*

Le mode de scrutin et la carte électorale ont alors joué à plein, et permis à l'Union nationale de reprendre le pouvoir avec 4 pour cent d'électeurs de moins que le Parti libéral.

#### XIV. 1970-1976 : l'ascension politique du Parti québécois

*Notre hypothèse de travail est que les élections provincia-*

*les de 1970, 1973 et 1976 constituent trois temps d'un même mouvement : celui de la constitution, de l'élargissement et du renforcement d'un nouveau bloc politique, alliance nationaliste-indépendantiste, que nous appelons le bloc québécois et qui se dresse aujourd'hui en dehors et en face du bloc libéral traditionnel et fédéraliste.*

Entre ces deux blocs antagonistes, le *bloc conservateur* essaye tant bien que mal de se donner une raison d'exister et de définir une "troisième voie", avatar de "l'égalité ou l'indépendance", de "l'autonomie provinciale" et du nationalisme conservateur traditionnel. Nous pensons de plus que le *bloc québécois* s'est principalement alimenté dans les nouvelles tranches de l'électorat, lesquelles représentent depuis dix ans environ 2 000 000 d'électeurs au Québec.

L'élection de 1970 marque le retour des libéraux au pouvoir, et cette fois-ci avec une majorité parlementaire hors de proportion avec leur vote populaire, et surtout sans commune mesure avec les gains qu'ils ont effectué. En effet, en 1970, le Parti libéral du Québec, dirigé par Robert Bourassa, enregistre un gain de seulement 207 000 voix et passe de 34 à 37 pour cent des électeurs inscrits. *Néanmoins 95 pour cent de ce gain est effectué à Montréal.* On connaît l'origine de ce gain : *il est dû, pour une grande partie, aux anglophones de l'Ouest de Montréal*, dans lequel on voit, en 1970, le taux de participation électorale se relever à la moyenne nationale de 80 pour cent pour la première fois depuis 1939. Plus précisément dans les neuf comtés de l'Ouest de l'Île de Montréal (D'Arcy-McGee, Jacques-Cartier, Laval, Marguerite-Bourgeoys, Notre-Dame-de-Grâce, Outremont, Robert-Baldwin, Saint-Laurent et Westmount), les libéraux réalisent un gain de 115 000 voix (la moitié donc de leur gain total dans le Québec), et dans les cinq autres comtés à forte composante ethnique non-française (Laurier, Olier, Sainte-Anne, Saint-Louis et Verdun), ils réalisent un gain de 25 000 voix, c'est-à-dire un gain total de 140 000 voix dû au vote ethnique non-francophone.

Dans le grand Montréal, l'Union nationale recule de 122 000 voix en 1970, une bonne part desquelles iront au Parti québécois (ce que traduisent les victoires péquistes dans les comtés de Lafontaine, Bourget, Maisonneuve, Sainte-Marie et Saint-Jacques, tous des comtés unionistes en 1966) : mais les gains du Parti québécois étant de 236 000 voix dans le grand Montréal, on doit conclure que ceux-ci proviennent surtout des nouveaux électeurs.

A l'extérieur de Montréal, le Parti libéral ne réalise aucun gain en 1970 (9 000 voix de plus qu'en 1966) : il enregistre même des pertes dans certaines régions rurales (à cause des créditistes), compensées par des gains sur l'électorat non-francophone qui, à l'extérieur de Montréal, a aussi connu une augmentation substantielle de son taux de participation. Par contre, l'Union nationale y perd plus d'un quart de million de voix : le gros de ces électeurs va aux créditistes qui y font un gain de 228 000 voix. *Nous pensons qu'aux élections de 1970, en dehors de Montréal et des grands centres urbains, les gains péquistes sur les libéraux et sur l'Union nationale furent minimes.*

En 1970, le Parti libéral est stationnaire et se trouve réduit au *bloc libéral* habituel (environ le tiers des électeurs inscrits), renforcé par un supplément de vote non-francophone, à Montréal principalement. L'Union nationale se désagrège : dans les régions urbaines, c'est le Parti québécois qui lui arrache des votes, ceux de la fraction nationaliste et progressiste qui a toujours existé au sein de l'Union nationale, et qui proviennent essentiellement des milieux ouvriers, notamment dans l'Est de Montréal; dans les régions rurales, ce sont les créditistes qui arrachent des votes à l'Union nationale, principalement dans les régions d'agriculture pauvre ou déclinante et dans celles de la petite industrie québécoise.

*Enfin en 1970, le gros des progrès du Parti québécois se fait avec des nouveaux votants (dont le nombre augmente de plus d'un demi-million entre 1966 et 1970) et qui, en l'occurrence, sont aussi pour leur grosse part des nouveaux électeurs : il s'agit des jeunes, qui ont acquis le droit de vote depuis 1966 et qui, avec un temps de retard, relèvent le taux de participation électorale. La jeunesse de l'électorat péquiste, que les sondages ont révélée à l'époque, est une preuve supplémentaire de ce phénomène.*

L'élection de 1973 voit la continuation du processus entamé en 1970. Les créditistes arrivent à maintenir leur vote, avec une légère hausse à Montréal et une légère baisse à l'extérieur de Montréal, résultat de leur tentative d'institutionnalisation. *Les libéraux plafonnent à Montréal*, ayant fait le plein des voix non-francophones dès 1970 et ne pouvant arrêter les progrès du *bloc québécois*, mais cette stagnation cache en fait un double mouvement : les libéraux compensent d'infimes pertes vers le Parti québécois en récupérant ce qui reste du vote unioniste à Montréal. (Ce mouvement

explique en particulier les défaites péquistes dans les comtés de Sainte-Marie, Bourget et Gouin en 1973).

*En province, par contre, les libéraux enregistrent un gain de 333 000 voix, lesquelles proviennent presque exclusivement de l'Union nationale qui perd 325 000 voix à l'extérieur de Montréal. Mais encore là, ce gain libéral sur l'Union nationale masque un autre phénomène : les pertes libérales vers le Parti québécois sont compensées par des gains libéraux sur les créditistes qui subissent des pertes dans les régions rurales (ce qui explique les nombreuses défaites qu'ils y ont subies en 1973). Mais encore là, les gains péquistes sur les libéraux sont infimes. Cela permet à Robert Bourassa de faire grimper le vote libéral à 43 pour cent des électeurs inscrits et de faire élire 102 députés sur 110. L'Union nationale n'existe plus, mais l'alliance entre le *bloc libéral* et le *bloc conservateur* ne durera que le temps d'une élection : l'élection de 1976 verra l'explosion de cette fusion instable.*

La progression du vote péquiste en 1973, qui se limite à 5 pour cent des électeurs inscrits (passant de 19 pour cent à 24 pour cent en 1973) ne serait alors pas due à un quelconque échec politique : ayant déjà, dès 1970, puisé dans les vieux partis l'essentiel de ce qu'il avait à y puiser, *le Parti québécois voit en 1973 sa progression se limiter pratiquement au seul facteur de renouvellement du corps électoral. Le taux de rétention électorale particulièrement élevé du Parti québécois et ses succès auprès des jeunes francophones, que nous ont révélé tous les sondages et qu'une observation, même distraite, de la société qui nous entoure nous confirme, tendraient à étayer ce point de vue.*

L'élection du 15 novembre 1976 voit l'éclatement du vote libéral de 1973 : le gouvernement de Robert Bourassa perd le pouvoir en perdant l'appui de 490 000 électeurs. A Montréal, la perte libérale se chiffre par 144 000 voix *et l'on sait que pour une grosse part, cette hémorragie est attribuable au vote non-francophone qui s'est reporté sur l'Union nationale (gain de 178 000 voix), lui permettant même de faire élire un député dans un des comtés les plus anglophones de l'Ouest de Montréal (Pointe-Claire) et permettant au Parti québécois de remporter sur division des voix, la très grande majorité des comtés montréalais. Les gains du Parti québécois à Montréal en 1976 (151 000 voix) doivent de nouveau être attribués principalement aux nouveaux électeurs, et partiellement au relèvement du taux de participation.*

A l'extérieur de Montréal, les libéraux perdent, en 1976, 346 000 voix, soit à peu près ce qu'ils ont gagné en 1973 : inversement l'Union nationale récupère 288 000 voix, soit une bonne part de ce qu'elle a perdu en 1973. *Néanmoins, il n'y a pas de substitution pure et simple des libéraux à l'Union nationale* : en effet, le Crédit social a lui aussi perdu 119 000 voix à l'extérieur de Montréal, lesquelles ont dû se reporter principalement sur l'Union nationale (pas en tout cas sur le Parti libéral qui est dans une phase de décomposition à l'élection de 1976, et très peu sur le Parti québécois qui demeure toujours faible dans les régions "créditistes"). *On est donc amené à conclure qu'une partie des pertes libérales se sont faites en faveur du Parti québécois, lequel a connu une progression de 341 000 voix en dehors de Montréal, progression inexplicable uniquement par le vote des nouveaux électeurs et par l'augmentation du taux de participation.* En supposant que toutes les pertes créditistes ont été directement à l'Union nationale, *on arrive à un maximum de 10 à 15 pour cent du total des électeurs libéraux de 1973 qui auraient voté pour le Parti québécois en 1976 à l'extérieur de Montréal.*

Au niveau de l'ensemble du Québec, le vote libéral atteint seulement 28 pour cent des électeurs inscrits en 1976, mais si on lui ajoute les 5 pour cent environ d'électeurs d'origine non-francophone qui ont appuyé l'Union nationale (et dont le retour au bercail semble inéluctable), on arrive de nouveau au *bloc libéral* d'environ le tiers du corps électoral. Face à lui se dresse le *bloc québécois* que l'on peut évaluer à 30 pour cent du corps électoral, *auquel s'ajoute environ 5 pour cent des électeurs inscrits ayant manifesté un vote de mécontentement en votant pour le Parti québécois.*

Nous pensons que l'essentiel de ce *bloc québécois* est constitué de personnes de moins de 35-40 ans, dont les premières expériences politiques (et électorales) ne remontent pas au-delà de la Révolution tranquille : il y a actuellement au Québec un électeur sur dix qui votait pour la première fois en 1976; deux électeurs sur dix qui votaient pour la deuxième fois; *un électeur sur trois* qui a toujours vu, en tant qu'électeur, le Parti québécois sur la scène électorale; *presque un électeur sur deux* qui a toujours vu un parti indépendantiste (P.Q., R.I.N., R.N.) sur la scène électorale : depuis 1966, environ 1 800 000 personnes ont acquis le droit de vote aux élections provinciales, c'est-à-dire toutes les cohortes nées entre 1948 et 1958 (sans compter les immigrants) et qui ali-

mentent le *bloc québécois* depuis dix ans.

A l'élection de 1976, le *bloc québécois* indépendantiste a presque égalé le *bloc libéral* fédéraliste : au niveau provincial ces deux blocs sont par définition constitués d'individus différents. Il nous reste maintenant à établir les correspondances entre les niveaux fédéral et provincial pour la période 1966-1976 pour y retrouver les mêmes blocs politiques.

#### XV. 1966-1976 : une homologie tronquée

Les concepts de *bloc libéral*, de *bloc conservateur* ou de *bloc québécois* ont un statut théorique plutôt qu'une réalité empirique. Comme tous les phénomènes sociaux, le comportement électoral comprend une bonne part de contingent, et n'a pas ce caractère de nécessité propre aux phénomènes physiques : aussi ne pourra-t-on déduire du concept de *bloc libéral*, une parfaite identité de l'électorat libéral d'une élection à l'autre, ou d'un niveau de gouvernement à l'autre. Empiriquement, toutes les combinaisons sont possibles : tel libéral à Ottawa, votera P.Q. au Québec; tel péquiste votera libéral à Ottawa; tel créditiste à Ottawa votera libéral à Québec; et tel libéral à Québec s'abstiendra à Ottawa, etc. Mais *idéalement*, la correspondance devrait être parfaite entre les électors partisans : *pratiquement elle n'est qu'approximative. Cependant le degré de correspondance est assez fort pour qu'au-delà des circonstances de telle ou telle élection, nous puissions déceler et mesurer des entités relativement stables et cohérentes.*

Le *bloc libéral* représente depuis dix ans un peu plus du tiers de l'électorat (tableau 7) : 34 pour cent en 1966 à Québec; 38 pour cent en 1968 à Ottawa (présence de P.E. Trudeau); 37 pour cent en 1970 à Québec; 35 pour cent en 1972 à Ottawa; 43 pour cent en 1973 à Québec (gain provisoire d'environ 8 pour cent sur l'Union nationale); 35 pour cent en 1974 à Ottawa; 28 pour cent en 1976 à Québec (perte d'une partie de l'électorat non-francophone en faveur de l'Union nationale). Ce bloc semble se reproduire difficilement, *et il est composé pour un tiers au moins d'électeurs non-francophones.* Au niveau géographique, on le retrouve à peu près tel quel, quelle que soit l'unité d'analyse retenue : l'étude sur les élections partielles de 1977 est un exemple parmi d'autres de la réalité de ce bloc. *C'est le bloc le plus stable de l'électorat québécois, et un de ceux qui a probablement la plus*

grande cohérence idéologique et électorale.

Le *bloc conservateur*, auquel semble réduite depuis quelques années l'Union nationale et depuis quinze ans le Parti conservateur, offre déjà moins de cohérence. Il ne représente plus que 10 à 15 pour cent de l'électorat environ : les conservateurs ont obtenu 15 pour cent des électeurs inscrits en 1963; 15 pour cent en 1965; 15 pour cent en 1968; 12 pour cent en 1972 et 14 pour cent en 1974; et l'Union nationale a obtenu 30 pour cent des électeurs inscrits en 1966 (avant l'arrivée des créditistes sur la scène provinciale); 16 pour cent en 1970; 4 pour cent en 1973 (perte provisoire d'environ 8 pour cent en faveur des libéraux) et 15 pour cent en 1976.

La correspondance entre le vote conservateur de 1974 et le vote unioniste de 1976 a été très peu soulignée : elle est pourtant assez remarquable. Par exemple, dans Saint-Hyacinthe ou Brome-Missisquoi, elle amène des victoires conservatrices et unionistes parallèles. Et dans les régions où le vote conservateur dépasse 20 ou 30 pour cent des électeurs inscrits, le vote unioniste est assez important, soit pour lui permettre une victoire en 1976 (Huntingdon, Nicolet-Yamaska), soit pour permettre au Parti québécois de se glisser (Rivière-du-Loup, Kamouraska-Témiscouata, Iberville). Mais il y a des exceptions notables : le vote des non-francophones à Montréal, l'appui des péquistes au Parti conservateur dans certaines régions, les candidats de prestige (Roch Lasalle, Rodrigue Biron, Maurice Bellemarre, Marcel Masse), viennent créer des effets accidentels. *Néanmoins il y a entre le vote conservateur au niveau fédéral et le vote unioniste en 1976 des airs de parenté indéniables.*

*Affirmer que le vote créditiste au niveau fédéral a des liens avec le vote créditiste au niveau provincial est presque un truisme.* C'est dans les mêmes régions socio-économiques, dans les mêmes comtés, jusque dans les mêmes paroisses que l'on retrouve les électeurs créditistes provinciaux et fédéraux. Mais le vote créditiste provincial semble une réduction du vote créditiste fédéral : l'écart entre les deux est d'autant plus faible qu'on se trouve dans une région moins urbaine, mais depuis 1972, cet écart ne se réduit jamais à zéro. Dans les régions urbaines par contre, l'écart entre le vote créditiste fédéral et le vote créditiste provincial augmente, et cet effet de la tentative d'institutionnalisation du Crédit social est peut-être le fait d'électeurs du *bloc québécois*. Nous y reviendrons.

On est donc en présence, pour la décennie 1966-1976, d'une homologie partielle : le *bloc libéral* se retrouve aux deux niveaux de gouvernement; le *bloc conservateur* se divise tantôt en vote conservateur et en vote créditiste, tantôt en vote unioniste et en vote créditiste. Mais cette homologie est tronquée : *il n'y a pas d'homologue au Parti québécois sur la scène fédérale. La question est dès lors : où vont les voix péquistes aux élections fédérales ?*

### XVIII. Les indépendantistes et les élections fédérales

*La question, facile à poser, est incroyablement complexe à résoudre. Ce qui complique le problème, c'est qu'on doit raisonner, pour le vote péquiste, sur une masse d'électeurs en expansion continue depuis dix ans, et qui donc ne se laisse pas saisir hors de son mouvement. De plus, cette expansion se faisant essentiellement grâce aux nouveaux électeurs, on ne peut pratiquement pas comparer une élection provinciale avec l'élection fédérale précédente, puisque une bonne part des péquistes d'une année donnée n'étaient pas des électeurs les années précédentes. La question est donc bien : comment votent les péquistes à l'élection fédérale qui suit ? Cela interdit donc de raisonner sur l'élection provinciale de 1976 : nous pourrions retracer les péquistes de 1976 au niveau fédéral après les prochaines élections fédérales.*

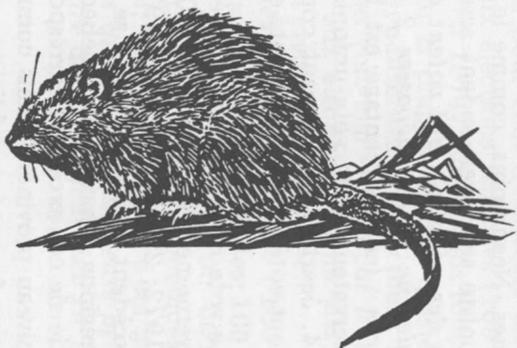
Nous pouvons donc effectuer deux comparaisons : l'élection provinciale de 1970 avec l'élection fédérale de 1972; et l'élection provinciale de 1973 avec l'élection fédérale de 1974 (tableau 9).

Au cours de ces quatre élections, le *bloc libéral* se maintient tel quel dans le temps : 1 304 000 voix en 1970; 1 289 000 voix en 1972; 1 625 000 voix en 1973 (dont environ 300 000 viennent de l'Union nationale); 1 330 000 voix en 1974. A moins de supposer qu'il y a une substitution d'électeurs libéraux au niveau provincial par des péquistes qui voteraient libéral au fédéral, et que cette substitution compense exactement deux mouvements contraires et amène les libéraux fédéraux au même pourcentage que les libéraux provinciaux, il est beaucoup plus raisonnable de penser que d'un niveau à l'autre de gouvernement, il s'agit essentiellement des mêmes électeurs libéraux. D'ailleurs, l'analyse par unités plus petites le confirme. *Il n'y a pas, ou très peu, de péquistes qui votent libéral aux élections fédérales jusqu'en 1974.*

Tableau 9

Voix obtenues par les partis (en '000)  
1970-1974

Election	Electeurs inscrits	Lib.	Conserv. U.N.	Crédit.	N.P.D. P.Q.	Autres	Abst.	Votes valides	Taux de participation
1970 P.	3 479	1 304	566	321	662	20	549	2 874	84 p. cent
1972 F.	3 694	1 289	457	639	169	70	904	2 624	76 p. cent
1973 P.	3 764	1 625	146	295	898	9	737	2 973	80 p. cent
1974 F.	3 848	1 330	521	420	162	26	1 256	2 459	67 p. cent



Au cours de ces quatre élections, les votes conservateurs et unionistes ne sont pas tout à fait équivalents : 566 000 unionistes en 1970, 457 000 conservateurs en 1972; 146 000 unionistes en 1973 (mais environ 300 000 sont passés aux libéraux); 521 000 conservateurs en 1974. On sait par ailleurs qu'il y a un certain nombre de péquistes qui votent pour les conservateurs aux élections fédérales : ainsi par exemple, l'élection du conservateur Roch Lasalle dans Joliette ne peut

s'expliquer que par un appui électoral d'une partie des péquistes. Néanmoins, comme le vote conservateur et le vote unioniste se correspondent assez bien dans l'espace, *la fraction des péquistes qui votent conservateur aux élections fédérales ne saurait dépasser 2 à 3 pour cent des électeurs inscrits* (ce pourcentage est basé sur l'écart entre le vote conservateur et le vote unioniste aux élections de 1973 et 1974, écart qui en tenant compte des 300 000 unionistes qui ont voté libéral, représente environ 100 000 électeurs).

Le vote créditiste révèle un écart important d'un niveau de gouvernement à l'autre : 321 000 voix en 1970; 639 000 voix en 1972; 295 000 voix en 1973 et 420 000 voix en 1974. L'excédent au niveau fédéral se retrouve en bonne partie dans les régions urbaines du Québec. Il est donc possible qu'une partie de cet excédent corresponde à des électeurs péquistes au niveau provincial. Mais comme par ailleurs, on sait que les régions fortement créditistes sont particulièrement peu péquistes en 1970 et 1973 (comtés ruraux périphériques), les électeurs péquistes qui votent pour le Crédit social au niveau fédéral se retrouvent surtout dans les régions urbaines, notamment à Montréal. *Même en forçant les chiffres, on arrive encore à un maximum de 2 à 3 pour cent des électeurs inscrits qui voteraient pour le Parti québécois à Québec et pour le Crédit social à Ottawa.* Cela représente tout au plus 100 000 électeurs en 1972, et probablement moins en 1974.

L'excédent du vote créditiste fédéral sur le vote créditiste provincial se retrouve plutôt chez les Unionistes en 1970, lesquels se sont en grande partie transmués en libéraux en 1973. Si l'on revient au *bloc conservateur* (conservateur-créditiste au fédéral, unioniste-créditiste au provincial), on obtient : 887 000 voix en 1970; 1 096 000 voix en 1972; 441 000 voix en 1973 (auxquelles il faut ajouter environ 300 000 voix unionistes passées aux libéraux); et 941 000 voix en 1974. Le *bloc conservateur* fractionné totaliserait donc 25 pour cent des électeurs inscrits en 1970, 29 pour cent en 1972, 20 pour cent en 1973 et 25 pour cent en 1974 : l'écart de l'un à l'autre niveau de gouvernement est bien d'environ 5 pour cent en faveur du niveau fédéral. C'est la fraction maximale de l'électorat péquiste qui accorde son vote au *bloc conservateur* aux élections fédérales (environ 200 000 électeurs).

Pour ce qui est des 4 à 5 pour cent d'électeurs inscrits qui votent pour le N.P.D. aux élections fédérales (169 000 voix en 1972; 162 000 voix en 1974), nous avons tout lieu de croire qu'ils appuient pour la plupart le Parti québécois aux élections provinciales : syndicalistes, intellectuels, militants de centre-gauche, on les voit mal voter pour le Parti libéral ou l'Union nationale aux élections provinciales, encore moins pour le Ralliement créditiste du Québec !

Nous avons donc à peu près le partage suivant : 150 000 péquistes appuient le N.P.D. aux élections fédérales; 100 000 au maximum appuient les conservateurs et 100 000 au maximum appuient le Crédit social. Ajoutons quelques péquistes qui voteraient libéral, *et nous arrivons à un grand maximum d'environ un tiers de million d'électeurs péquistes qui appuient l'un ou l'autre des partis fédéraux en 1972 et 1974.*

Il reste donc environ 300 000 péquistes de 1970 et 500 000 péquistes de 1973 à retrouver quelque part dans les élections fédérales. En 1974, on sait qu'un certain nombre ont annulé leur vote : mais ce nombre ne dépasse guère 2 pour cent des électeurs inscrits (80 000 annulations au maximum).

*Nous pensons que ces électeurs qui appuient le Parti québécois aux élections provinciales et qui manquent aux élections fédérales, sont manquants en effet car ils s'abstiennent de voter aux élections fédérales.* Effectivement à l'élection fédérale de 1972, il y a eu 355 000 abstentions de plus qu'à l'élection provinciale de 1970; et à l'élection fédérale de 1974, il y a eu 519 000 abstentions de plus qu'à l'élection provinciale de 1973.

A ce stade-ci de l'analyse, il ne reste plus qu'à donner un ou deux exemples pour illustrer les conclusions qui ont été tirées d'elle. Pour que ces exemples soient particulièrement nets, nous avons choisi des unités très péquistes sur toute la période considérée (c'est-à-dire depuis 1970), francophones (pour éviter des effets parasitaires), assez volumineuses (pour éviter les effets accidentels), et à fort accroissement démographique (donc à fort accroissement péquiste). Ces conditions nous amènent dans la région de Montréal, plus précisément dans sa banlieue : nous avons choisi les villes de Longueuil et de Montréal-Nord qui seules répondent à tous les critères retenus.

Les résultats électoraux depuis 1970 dans ces deux municipalités sont donnés au tableau 10. A lire ce tableau, on re-

trouve bien un bloc libéral constant dans le temps; un bloc québécois en expansion; un bloc conservateur fractionné; une homologie fédérale-provinciale tronquée dans laquelle le vote indépendantiste ne trouve pas de place pour s'exprimer sur la scène fédérale et se neutralise en se reportant sur

Tableau 10

Voix obtenues par les partis  
1970-1976

	Electeurs inscrits	Libéral	Conserv. U.N.	Crédit.	N.P.D. P.Q.	Autres	Abstentions
<i>Ville de Longueuil</i>							
1970	50 830	16 074	5 011	2 420	16 703	-	9 455 (19 p. cent)
1972	63 732	19 681	6 057	10 497	4 104	3 565	17 138 (27 p. cent)
1973	68 690	23 105	878	2 942	26 970	52	13 316 (19 p. cent)
1974	69 952	21 869	6 175	6 521	5 444	1 503	24 860 (36 p. cent)
1976	77 683	15 830	5 868	2 093	41 836	240	10 336 (13 p. cent)
<i>Ville de Montréal-Nord</i>							
1970	45 942	16 422	3 140	1 080	15 838	-	8 535 (19 p. cent)
1972	52 577	17 104	6 390	7 709	3 007	-	14 977 (28 p. cent)
1973	55 882	19 956	651	1 981	21 913	47	10 507 (19 p. cent)
1974	56 118	17 890	5 401	3 917	2 757	758	22 337 (40 p. cent)
1976	59 777	14 063	6 391	1 164	28 229	324	8 603 (14 p. cent)

*les abstentions* dont le nombre varie du simple au double selon que l'on soit au niveau provincial ou au niveau fédéral.

#### XVII. 1976, et après ?

L'élection provinciale de 1976 a vu une partie des non-francophones du *bloc libéral* se tourner provisoirement vers l'Union nationale : toutes les analyses effectuées sur ce transfert tendent à confirmer qu'il a touché un peu moins du tiers de l'électorat non-francophone, ce qui, en tenant compte du taux de participation, représente environ 5 pour cent des électeurs inscrits. L'état réel des forces en présence était donc (ou est devenu avec le retour de ces non-francophones au Parti libéral) : 33 pour cent des électeurs inscrits pour le Parti libéral, 10 pour cent pour l'Union nationale, 4 pour cent pour les créditistes et 35 pour cent pour le Parti québécois (dont un maximum de 5 pour cent de ce 35 pour cent peuvent être considérés comme instables).

Le *bloc libéral*, malgré toutes les vicissitudes actuelles, est donc toujours là : *en fait depuis le début du siècle, il s'est toujours maintenu au Québec au-dessus du tiers de l'électorat*, avec des pointes conjoncturelles et des creux accidentels (en 1944 et 1948 au niveau provincial, en 1962 au niveau fédéral et en 1976, au niveau provincial). Mais au-delà des hausses provisoires suivies de retours à la normale, la force du Parti libéral a été, depuis le début du siècle, d'avoir pu disposer ainsi d'un noyau incompressible de votes, noyau qui a constitué le support idéologique du bloc au pouvoir, et qui s'est reproduit à travers le temps.

Face à ce bloc hégémonique qui, grâce un système politique qui l'avantage systématiquement, a pu à certaines époques ressembler à un *parti unique*, s'est dressé, tout au cours de la première moitié du siècle, un *bloc conservateur* qui s'est maintenu régulièrement en-dessous du quart de l'électorat du Québec. La question nationale nous est apparue comme la cause principale de l'incapacité du *bloc conservateur* de se constituer en bloc hégémonique, bien qu'il fût capable, au niveau électoral, de remporter des victoires conjoncturelles. Entre ces deux blocs, un vote flottant d'environ 10 à 15 pour cent de l'électorat, s'allie conjoncturellement au *bloc conservateur* au niveau fédéral (1911, 1930, 1958), et d'une façon un peu plus permanente au niveau provincial sous le régime duplessiste.

Face à un libéralisme canadien qui, de Laurier à Mackenzie King, a tiré du continentalisme les fondements d'une politique d'intégration économique, militaire et culturelle du Canada aux Etats-Unis, et qui a justifié par la prospérité et la croissance économiques, la satellisation du pays à l'empire américain, le conservatisme n'a pu qu'opposer une idéologie dépassée et inconciliable avec le nationalisme canadien-français traditionnel.

*Notre thèse est qu'il existe une coupure totale entre ce nationalisme traditionnel, catholique, français, autonomiste (mais fondamentalement fédéraliste), corporatiste et socialement ultra-conservateur (pour ne pas dire parfaitement réactionnaire et à certains occasions fasciste), apanage de la petite bourgeoisie traditionnelle et ralliant à sa cause le clergé et la paysannerie (cléricalisme et agriculturalisme), et le nationalisme québécois indépendantiste, laïc, progressiste et anti-libéral, tant au plan économique (il est fortement imprégné d'une philosophie étatiste) que politique (il s'attache davantage aux droits collectifs qu'aux droits individuels), apanage de nouvelles classes moyennes liées à l'extension de l'appareil d'Etat, et ralliant à leur cause la classe ouvrière et les franges marginales de la société industrielle (chômeurs, assistés sociaux, etc.).*

Au plan électoral, ce nationalisme québécois est en train de se constituer une base politique, un *bloc québécois* qui, depuis dix ans, se consolide presque exclusivement en trouvant ses appuis chez les jeunes (étudiants, fonctionnaires, travailleurs, intellectuels, etc.). *On retrouve par contre dans le bloc libéral tous ceux qui, de près ou de loin, sont liés à la domination économique du Québec, depuis le personnel cadre des multinationales américaines jusqu'aux plus humbles représentants de celles-ci, en passant par tous les secteurs qui assurent la reproduction de cette domination, les secteurs financiers et commerciaux, des compagnies d'assurances aux banques, des grossistes aux détaillants, sans oublier les appareils judiciaire, policier et militaire qui sont eux aussi massivement libéraux (car ils représentent et défendent l'Etat canadien). Sans oublier non plus dans ce bloc libéral, la minorité anglophone du Québec et les groupes ethniques qu'elle tient en otage.*

Le *bloc québécois*, si l'on défalque maintenant les minorités du Québec, est actuellement largement hégémonique chez les Québécois francophones, avec l'appui de pas loin

de 40 pour cent des électeurs francophones inscrits, face au *bloc libéral* qui ne représente plus, chez les francophones, que 20 pour cent des électeurs inscrits. En ce sens, le mouvement indépendantiste a remporté depuis dix ans une victoire politique certaine. De plus, en principe, le *bloc québécois* est au pouvoir à Québec depuis le 15 novembre 1976 : la réussite électorale du Parti québécois a constitué une autre victoire importante pour le mouvement de libération nationale. Le référendum constituera une autre étape de cette lutte historique, non pas une étape décisive mais une étape importante.

Par contre, aux prochaines élections fédérales, le *bloc québécois* ne pourra manifester sa présence qu'en se neutralisant massivement par abstentionnisme électoral. Car au-delà de la brillante, et habituelle, victoire électorale que l'on peut, sans grand risque de se tromper, prédire pour le Parti libéral du Canada au Québec, peut-être verrons-nous une masse d'abstentions plus volumineuse que la masse des voix libérales.

Advenant que P.E. Trudeau soit de nouveau réélu Premier ministre du Canada grâce à sa députation québécoise, le Canada sera de nouveau ethniquement divisé au plan électoral, comme il l'a été en 1972 et en 1974. Mais l'inexistence électorale du *bloc québécois* au niveau fédéral n'altère en rien son existence politique. Même si le mouvement indépendantiste est absent de la scène politique fédérale, il n'est pas absent de la société québécoise. De la même façon que la victoire électorale du Parti québécois le 15 novembre 1976 n'a pas altéré le *bloc libéral* de façon permanente.

Entretemps, environ trois quarts de million d'électeurs québécois au moins seront orphelins d'un parti politique qui reflète leurs aspirations au niveau électoral fédéral : c'est le nerf du mouvement indépendantiste qui sera ainsi démobilisé. Puisse cette démobilisation ne pas trop se perpétuer !

## Annexe

Vote du Québec 1896-1976  
(calculé par rapport aux votes valides)

Election	Libéral	Conserv.	Autres	Election	Libéral	Conserv.	Autres
1896 F.	53.5	45.8	0.7	1939 P.	54.2	39.2	6.6
1897 P.	54.3	45.7	-	1940 F.	74.1	19.8	6.1
1900 F.	56.3	43.5	0.2	1944 P.	39.5	35.8	24.7
1900 P.	56.3	43.8	0.1	1945 F.	51.1	9.8	39.1
1904 F.	56.4	43.4	0.2	1948 P.	38.3	51.0	10.7
1904 P.	67.7	25.4	6.9	1949 F.	61.8	25.0	13.2
1908 P.	55.3	39.9	4.8	1952 P.	46.0	51.5	2.5
1908 F.	57.3	40.8	1.9	1953 F.	64.8	29.5	5.7
1911 F.	50.7	49.2	0.1	1956 P.	44.5	51.4	4.1
1912 P.	54.3	45.1	0.6	1957 F.	62.3	31.4	6.3
1916 P.	64.6	35.1	0.3	1958 F.	49.7	46.2	4.1
1917 F.	76.2	23.8	-	1960 P.	51.1	46.8	2.1
1919 P.	70.0	23.7	6.3	1962 F.	39.7	29.7	30.6
1921 F.	77.3	22.7	-	1962 P.	56.4	42.3	1.3
1923 P.	55.3	44.4	0.3	1963 F.	45.6	19.5	34.9
1925 F.	58.4	34.1	7.5	1965 F.	45.6	21.3	33.1
1926 F.	64.8	34.1	1.1	1966 P.	47.3	40.8	11.9
1927 P.	62.7	36.6	0.7	1968 F.	53.6	21.4	25.0
1930 F.	53.1	44.7	2.2	1970 P.	45.4	19.7	34.9
1931 P.	55.6	44.2	0.2	1972 F.	49.1	17.4	33.5
1935 F.	54.4	28.2	17.4	1973 P.	54.7	4.9	40.4
1935 P.	50.2	48.7	1.1	1974 F.	54.1	21.2	24.7
1936 P.	41.8	57.5	0.7	1976 P.	33.8	18.2	48.0

P : élection provinciale

F : élection fédérale

Le vote de l'Union nationale se trouve dans la colonne du vote conservateur.

187



Année	Arctique	Alaska	Canada	Asie
1950	192	192	192	192
1951	193	193	193	193
1952	194	194	194	194
1953	195	195	195	195
1954	196	196	196	196
1955	197	197	197	197
1956	198	198	198	198
1957	199	199	199	199
1958	200	200	200	200
1959	201	201	201	201
1960	202	202	202	202
1961	203	203	203	203
1962	204	204	204	204
1963	205	205	205	205
1964	206	206	206	206
1965	207	207	207	207
1966	208	208	208	208
1967	209	209	209	209
1968	210	210	210	210
1969	211	211	211	211
1970	212	212	212	212
1971	213	213	213	213
1972	214	214	214	214
1973	215	215	215	215
1974	216	216	216	216
1975	217	217	217	217
1976	218	218	218	218
1977	219	219	219	219
1978	220	220	220	220
1979	221	221	221	221
1980	222	222	222	222
1981	223	223	223	223
1982	224	224	224	224
1983	225	225	225	225
1984	226	226	226	226
1985	227	227	227	227
1986	228	228	228	228
1987	229	229	229	229
1988	230	230	230	230
1989	231	231	231	231
1990	232	232	232	232
1991	233	233	233	233
1992	234	234	234	234
1993	235	235	235	235
1994	236	236	236	236
1995	237	237	237	237
1996	238	238	238	238
1997	239	239	239	239
1998	240	240	240	240
1999	241	241	241	241
2000	242	242	242	242
2001	243	243	243	243
2002	244	244	244	244
2003	245	245	245	245
2004	246	246	246	246
2005	247	247	247	247
2006	248	248	248	248
2007	249	249	249	249
2008	250	250	250	250
2009	251	251	251	251
2010	252	252	252	252
2011	253	253	253	253
2012	254	254	254	254
2013	255	255	255	255
2014	256	256	256	256
2015	257	257	257	257
2016	258	258	258	258
2017	259	259	259	259
2018	260	260	260	260
2019	261	261	261	261
2020	262	262	262	262
2021	263	263	263	263
2022	264	264	264	264
2023	265	265	265	265
2024	266	266	266	266
2025	267	267	267	267
2026	268	268	268	268
2027	269	269	269	269
2028	270	270	270	270
2029	271	271	271	271
2030	272	272	272	272

Vois de Québec 1956-1976  
(colonne par rapport aux autres années)







## Les élections partielles du 16 octobre

### TEST POUR TRUDEAU OU PIÈGE POUR CLARK ?\*

En remettant à plus tard la tenue des élections générales au Canada, Pierre E. Trudeau semble poursuivre une stratégie politique mise au point depuis quelque temps déjà, depuis le moment sans doute où le Parti québécois a perdu l'initiative politique dans son combat avec Ottawa et s'est mis dans une situation de simple riposte aux attaques fédérales. Pour les élections, cette stratégie consiste à reculer le plus possible la tenue du scrutin fédéral afin de le rapprocher de la tenue du référendum québécois. C'est d'un vrai télescopage politique qu'il s'agit : comme le gouvernement du Québec a fait savoir clairement que le référendum aurait lieu après les élections fédérales, en reculant celles-ci, P.E. Trudeau rapproche automatiquement le référendum des prochaines élections provinciales. Comme l'élection fédérale peut avoir lieu, à la limite, à la toute fin de l'été 1979 (plus précisément fin septembre-début octobre 1979), cela remettrait le référendum au printemps 1980 et plus probablement à l'automne 1980, c'est-à-dire à moins d'un an de la prochaine élection provinciale qui doit se tenir au plus tard à l'automne 1981.

Ce type de considérations nous semble avoir pesé plus lourd dans la balance des stratèges libéraux à Ottawa, que la volonté de s'accrocher au pouvoir et le désir de "tenir" le plus longtemps possible, avant une défaite soi-disant inévitable et déjà annoncée par les sondages parce qu'inscrite dans les faits.

D'une part parce qu'il n'est pas clair du tout que les sondages annoncent la défaite de P.E. Trudeau, et d'autre part, parce que depuis dix ans l'objectif principal de P.E. Trudeau

---

\* Publié dans le quotidien *Le Devoir*, le 10 octobre 1978.

est d'écraser le mouvement indépendantiste du Québec, et que depuis deux ans les grandes manoeuvres politiques des libéraux fédéraux ne visent que cet objectif.

Mais entretemps, P.E. Trudeau est bien obligé de pourvoir les nombreux sièges vacants aux Communes, et il déclenche donc 15 élections partielles, qui peuvent apparaître comme un test pré-électoral pour le gouvernement libéral, mais qui nous semblent aussi pouvoir constituer un piège pour les conservateurs. De ces quinze comtés, sept se trouvent en Ontario, trois au Québec, un au Manitoba, un en Colombie britannique, un en Nouvelle-Ecosse, un au Nouveau-Brunswick et un à Terre-Neuve. Ces comtés englobent environ 6 pour cent du corps électoral, mais ils ne sont pas très exactement représentatifs de l'ensemble des comtés du Canada. En 1972, comme en 1974, ces quinze comtés envoyaient aux Communes sept libéraux, six conservateurs, un néo-démocrate et un créditiste.

#### Dans les Maritimes : trois comtés conservateurs

Les comtés de Halifax-East Hants (Nouvelle-Ecosse), Fundy-Royal (Nouveau-Brunswick) et Humber-Saint-Georges-Sainte Barbe (Terre-Neuve) ont tous trois élus des conservateurs en 1968, 1972 et 1974 (tableau 1). Au pire donc pour P.E. Trudeau, ils vont demeurer conservateurs.

Cependant, si l'on examine les pourcentages obtenus par les partis depuis dix ans dans ces comtés, on s'aperçoit que dans deux d'entre eux au moins, le vote conservateur subit une érosion ininterrompue qui s'accompagne d'une progression elle aussi ininterrompue du taux d'abstentions. Ce phénomène, qui est général à presque tous les comtés des provinces maritimes, s'il devait se poursuivre, pourrait permettre aux libéraux d'enregistrer un ou deux gains aux dépens des conservateurs (Halifax-East Hants et Fundy-Royal). Si, par contre, les conservateurs arrêtent le mouvement de désaffection de leur électorat, ils ne feront que maintenir leurs positions. Notons que ce phénomène de désaffection de l'électorat conservateur, a fait perdre trois comtés aux Conservateurs en 1972 par rapport à 1968 dans les Maritimes, puis quatre autres comtés en 1974 par rapport à 1972, réduisant leur majorité sur les libéraux dans l'Est du Canada d'élection en élection depuis dix ans.

Tableau 1  
Résultats électoraux, Est du Canada

Election	Libéral	Conserv.	N.P.D.	Abstent.	Majorité
<i>Halifax-East Hants (Nouvelle-Ecosse)</i>					
1968	29.0	48.0	3.7	18.8	8 835 (P.C.)
1972	23.1	44.6	8.9	22.4	13 337 (P.C.)
1974	26.1	36.4	8.3	28.5	7 255 (P.C.)
<i>Fundy-Royal (Nouveau-Brunswick)</i>					
1968	26.5	47.8	3.7	21.3	7 578 (P.C.)
1972	21.1	43.1	4.9	27.8	9 764 (P.C.)
1974	22.4	28.1	8.9	34.8	2 786 (P.C.)
<i>Humber-Saint Georges-Sainte Barbe (Terre-Neuve)</i>					
1968	28.5	29.4	9.9	31.8	283 (P.C.)
1972	24.0	38.5	3.9	30.6	6 178 (P.C.)
1974	22.5	36.9	2.9	37.2	6 451 (P.C.)

N.B. Tous les pourcentages sont calculés par rapport aux *électeurs inscrits*.

#### Dans l'Ouest : gains conservateurs

Les comtés de Burnaby-Richmond-Delta (Colombie britannique) et Saint-Boniface (Manitoba) ont participé, depuis dix ans, du mouvement général du vote dans l'Ouest du Canada, mouvement qui a permis au Parti conservateur de s'assurer une hégémonie politique et d'augmenter son nombre de députés, lequel est passé de 26 en 1968, à 43 en 1972 puis à 50 en 1974.

Comme le révèle le tableau 2, le comté de Burnaby-Richmond-Delta, en banlieue de Vancouver, est maintenant solidement tenu par les conservateurs : il est peu probable que cet état de choses se modifie le 16 octobre prochain. Par contre, dans Saint-Boniface, la présence de 19 pour cent de francophones, ne pourra peut-être pas empêcher cette fois une victoire conservatrice : depuis 1968, le Parti conservateur progresse dans ce comté, tout comme d'ailleurs dans l'ensemble des comtés du Manitoba. Si cette progression devait se poursuivre, le comté de Saint-Boniface devrait donc changer d'allégeance politique. D'ailleurs, les stratèges libé-

raux ne s'y sont pas trompés, qui ont envoyé P.E. Trudeau commencer la campagne électorale proprement dite à Winnipeg.

Tableau 2

Résultats électoraux, Ouest du Canada

Election	Libéral	Conserv.	N.P.D.	Abstent.	Majorité
<i>Saint-Boniface (Manitoba)</i>					
1968	41.5	15.2	21.8	19.3	10 466 (Lib.)
1972	33.7	19.8	21.0	23.0	8 343 (Lib.)
1974	31.4	26.7	14.9	25.9	3 249 (Lib.)
<i>Burnaby-Richmond-Delta (Colombie britannique)</i>					
1968	33.1	10.3	29.6	21.6	1 712 (Lib.)
1972	22.2	26.8	24.8	23.9	1 440 (P.C.)
1974	21.2	41.0	12.2	25.0	16 443 (P.C.)

N.B. Tous les pourcentages sont calculés par rapport aux *électeurs inscrits*.

Par contre, s'il advenait que les conservateurs ne prennent pas le comté de Saint-Boniface, ou pis encore, qu'ils perdent celui de Burnaby-Richmond-Delta, cela serait de très mauvais augure pour les prochaines élections générales. En effet, la mécanique électorale du Canada fait que pour remporter les élections au pays, le Parti conservateur se doit, au moins, d'effectuer un véritable balayage dans l'Ouest et les Maritimes, afin d'annuler la majorité libérale du Québec, et de pouvoir faire la bataille ontarienne sans handicap électoral. Tout affaiblissement conservateur dans ces régions pourrait être fatal à Joe Clark : rappelons qu'en 1972, par exemple, si le Parti conservateur avait fait élire, dans les Maritimes, autant de députés qu'il en avait fait élire en 1968, Robert Stanfield serait devenu Premier ministre du Canada !

#### Au Québec : un triple test

Les trois comtés en jeu au Québec (Westmount, Lotbinière et Saint-Hyacinthe), constituent, chacun à sa façon, un test. Westmount, traditionnellement libéral, est le château-fort de la bourgeoisie anglo-saxonne du Québec : depuis 1962, Charles M. Drury a représenté cette circonscription aux Communes. Michael Meighen, tant en 1972 qu'en 1974,

n'a pu briser ce monopole, bien qu'il ait fait progresser le vote conservateur (tableau 3). Le test pour Joe Clark, à la présente élection partielle, est de faire la preuve qu'il a l'appui de cette section de la bourgeoisie canadienne, en remportant le siège de Westmount : nous en doutons fort cependant.

Tableau 3

Résultats électoraux, Québec

Election	Libéral	Conserv.	N.P.D.	Crédit.	Abst.	Majorité
<i>Lotbinière</i>						
1968	26.6	22.4	2.0	30.8	17.2	1 559 (Créd.)
1972	22.2	9.6	-	48.3	17.1	11 530 (Créd.)
1974	23.2	6.0	1.1	45.7	22.2	10 563 (Créd.)
<i>Saint-Hyacinthe</i>						
1968	34.8	36.6	2.0	3.8	21.3	788 (P.C.)
1972	29.3	30.5	1.5	16.0	17.7	698 (P.C.)
1974	28.1	37.8	1.5	5.2	23.2	5 488 (P.C.)
<i>Westmount</i>						
1968	60.5	11.5	4.5	-	22.3	25 176 (Lib.)
1972	45.0	19.8	9.7	-	20.9	13 498 (Lib.)
1974	40.3	22.4	6.1	0.8	28.0	9 241 (Lib.)

N.B. Tous les pourcentages sont calculés par rapport aux *électeurs inscrits*.

Le comté de Lotbinière a élu un conservateur en 1957, 1958 et 1962 : mais dès l'élection fédérale de 1963, le vote créditiste divise suffisamment le vote conservateur pour permettre au libéral de se glisser, et de se faire réélire en 1965. A partir de 1968, les créditistes s'assurent le comté de Lotbinière avec des majorités croissantes : André Fortin se fait réélire sans difficulté en 1972 et 1974. Aux élections partielles du 16 octobre, ce comté constitue un test pour les créditistes : ou bien ils conservent le comté (et nous verrons avec quelle majorité) et cela ne constituera pas une défaite pour P.E. Trudeau, ou bien ils le perdent, et cela prouvera que le Crédit social est bien mort au Québec (Lotbinière est le comté qui a eu le plus fort pourcentage obtenu par les créditistes au Québec en 1974). Et si Lotbinière n'élisait pas un créditiste, le parti de Joe Clark devra faire la preuve

qu'il peut récupérer au Québec cette partie du vote conservateur qui lui a été ravie par Réal Caouette en 1963 et aux élections subséquentes. Car si le Parti conservateur ne peut récupérer ce vote, cela exclura définitivement toute possibilité de remontée conservatrice au Québec, ce qui implique, pour les prochaines élections fédérales, une majorité accrue des libéraux au Québec (laquelle majorité était de 57 sièges en 1974). En somme, P.E. Trudeau a tout à gagner dans Lotbinière, et rien à perdre.

Saint-Hyacinthe, représenté depuis 1972 par Claude Wagner, risque de constituer la troisième chute dans le chemin de croix du Parti conservateur au Québec. En effet, encore là, Joe Clark a tout à perdre et P.E. Trudeau tout à gagner. Si les conservateurs gardent le siège de Saint-Hyacinthe (et nous verrons avec quelle majorité), ils feront simplement la preuve que la victoire de Claude Wagner en 1972 et surtout en 1974, dépassait sa simple personne. Mais si ces deux victoires étaient la conséquence uniquement de la présence d'un candidat de prestige, les libéraux pourraient alors prendre ce siège et infliger une cinglante défaite aux conservateurs.

#### L'Ontario : un test douteux

Il reste enfin les sept comtés de l'Ontario dans lesquels se tiendra une élection partielle, cinq d'entre eux se trouvant dans la région du Toronto métropolitain. Notons tout de suite cependant que de ces sept comtés, l'un a élu un néo-démocrate en 1968, 1972 et 1974, cinq autres ont élu des libéraux au cours de ces trois dernières élections, et un seul enfin (Hamilton-Wentworth) a changé d'allégeance en 1972, élisant un conservateur et le réélisant en 1974. C'est donc dire que nous avons affaire à des comtés politiquement et électoralement stables au moins depuis dix ans (tableau 4).

Bien entendu, à l'intérieur de cette stabilité dans les résultats de l'élection, le résultat du vote, exprimé en pourcentages, subit des variations qui traduisent les grands mouvements du vote au niveau du Canada. Ainsi, dans les sept comtés dont il est ici question, le vote libéral a subi une baisse entre 1968 et 1972, suivie d'une hausse entre 1972 et 1974. Les mouvements du vote néo-démocrate sont moins nets, marquant un recul continu depuis dix ans dans Hamilton-Wentworth et dans Parkdale, mais ressemblant au mou-

Tableau 4

## Résultats électoraux, Ontario

Election	Libéral	Conserv.	N.P.D.	Abstent.	Majorité
<i>Hamilton-Wentworth</i>					
1968	30.8	20.7	26.4	21.4	2 127 (Lib.)
1972	23.9	30.1	23.5	19.9	3 856 (P.C.)
1974	26.6	28.1	16.4	28.4	1 005 (P.C.)
<i>Ottawa-Centre</i>					
1968	43.2	25.6	6.0	24.4	7 976 (Lib.)
1972	29.9	27.4	19.5	20.5	1 202 (Lib.)
1974	32.9	26.1	14.5	23.5	3 170 (Lib.)
<i>Broadview</i>					
1968	26.9	12.9	28.2	30.5	477 (N.P.D.)
1972	20.3	21.5	30.1	26.8	3 160 (N.P.D.)
1974	23.2	16.0	26.7	32.4	1 234 (N.P.D.)
<i>Eglinton</i>					
1968	45.2	21.7	9.1	22.8	12 060 (Lib.)
1972	36.7	33.7	9.9	18.3	1 570 (Lib.)
1974	38.4	32.3	7.3	20.9	3 139 (Lib.)
<i>Parkdale</i>					
1968	35.3	12.1	21.6	30.0	5 734 (Lib.)
1972	31.1	22.9	16.5	27.8	3 224 (Lib.)
1974	35.9	19.5	12.2	30.9	6 001 (Lib.)
<i>Rosedale</i>					
1968	40.4	20.6	8.7	28.6	9 328 (Lib.)
1972	32.0	29.6	9.2	26.0	1 217 (Lib.)
1974	36.2	29.6	6.9	26.0	3 108 (Lib.)
<i>York-Scarborough</i>					
1968	46.8	19.4	13.4	19.8	21 916 (Lib.)
1972	34.5	32.9	14.6	17.1	1 851 (Lib.)
1974	38.1	31.1	9.3	20.9	8 739 (Lib.)

N.B. Tous les pourcentages sont calculés par rapport aux *électeurs inscrits*.

vement du vote conservateur dans les cinq autres comtés (hausse en 1972, puis baisse en 1974).

L'élection de 1972 doit donc être considérée comme une sorte de point de repère : au niveau de l'ensemble de l'Ontario, le vote conservateur est alors arrivé à dépasser de justesse le vote libéral, pour la première fois depuis la grande vague conservatrice de 1957-1958. Malgré cela, cinq des six comtés libéraux en 1968, ont résisté à l'assaut des troupes conservatrices, et cela avec un vote libéral plus élevé dans ces comtés que le vote libéral pour l'ensemble de l'Ontario. C'est donc dire que cinq des sept comtés en jeu le 16 octobre prochain en Ontario, sont plus libéraux que la moyenne provinciale : dans quatre cas notamment, et tous les quatre à Toronto, le vote libéral semble très solide.

Dans Hamilton-Wentworth, le seul comté arraché aux libéraux par les conservateurs en 1972, le vote néo-démocrate s'est écrasé en 1974 : on y retrouve cependant encore une lutte à trois, et dans ce genre de combat, le moindre déplacement de vote peut avoir des effets importants sur le résultat de l'élection. Mais comme ce comté a élu un conservateur en 1972 et 1974, le seul changement qui pourrait survenir serait la défaite des conservateurs, et plus probablement en faveur des libéraux que des néo-démocrates. Autrement ce sera le statu quo.

Dans Ottawa-Centre, un noyau de 15 pour cent de francophones donne au Parti libéral un léger boni, suffisant en particulier pour leur conserver le comté en 1972. La candidature de Brice MacKasey ne peut qu'aider les libéraux à conserver ce comté, le vote conservateur n'ayant pas, depuis dix ans, connu d'expansion substantielle (ce sont les néo-démocrates qui ont entamé la majorité libérale dans Ottawa-Centre en 1972, et non les conservateurs).

Le comté de Broadview, acquis au N.P.D. depuis 1968, constitue évidemment un test pour ce parti : il devra y faire la preuve que son aire d'extension ne s'est pas encore rétrécie, comme ce fut le cas en 1974. Comme une défaite néo-démocrate ne semble pas pouvoir se faire au profit des conservateurs dans ce comté du centre-ville de Toronto dont la population néo-canadienne est de presque un tiers (leur vote atteint à peine 16 pour cent en 1974), Pierre E. Trudeau peut, au mieux pour lui, faire un gain, et au pire, ne pas faire de perte.

Reste enfin les quatre comtés de Toronto, libéraux depuis au moins dix ans : Eglinton, Parkdale, Rosedale et York-Scarborough. Aux élections de 1968, 1972 et 1974, ces quatre comtés ont eu un vote libéral toujours supérieur au vote libéral fédéral pour l'ensemble de l'Ontario. La raison de cette suprématie des libéraux dans le Toronto métropolitain tient, pensons-nous, à la présence de l'électorat néo-canadien, qui se divise entre néo-démocrates et libéraux (dans des proportions qui tiennent à l'origine sociale de ces immigrants), mais qui n'appuie presque jamais le Parti conservateur. Dans la ville de Toronto, cette population néo-canadienne compte pour la moitié environ de l'électorat, et dans le grand Toronto pour environ 40 pour cent.

Des vingt comtés que comprend le Toronto métropolitain, les libéraux en ont pris 17 en 1968, 9 en 1972 et 16 en 1974; les néo-démocrates en ont pris 3 en 1968, 5 en 1972 et 2 en 1974; enfin les conservateurs n'en ont pris *aucun* en 1968, 6 en 1972 et seulement 2 en 1974. Aux élections partielles du 16 octobre prochain, quatre de ces comtés sont en jeu : ils sont représentatifs de cette région urbaine. Eglinton en banlieue nord, Parkdale en banlieue ouest, York-Scarborough en banlieue est et Rosedale au centre-ville, couvrent assez bien la trame socio-économique du grand Toronto. Il n'est évidemment pas exclu que les conservateurs y fassent des gains, mais ceux-ci seront très difficiles à obtenir, et en tout cas un balayage conservateur semble exclu. Les difficultés du Parti conservateur à Toronto ne sont pas fortuites, mais tiennent à l'écart qui existe entre la composition sociale de la métropole ontarienne et l'orientation politique de ce parti, écart qui nous semble aller en s'agrandissant plutôt qu'en se rétrécissant.

#### L'enjeu des élections partielles du 16 octobre

Notre analyse nous porte donc à penser que l'enjeu de ces élections partielles est relativement mince : plutôt qu'un test pour le gouvernement Trudeau, elles peuvent même constituer un piège pour le Parti conservateur. Néanmoins les résultats du 16 octobre prochain auront un double aspect : statistique et politique.

Du point de vue de l'analyste, le résultat du vote sera plein d'enseignements. La performance des tiers-partis, créditistes au Québec, néo-démocrates en Ontario, sera d'une

très grande signification pour la prochaine élection fédérale. Le vote créditiste nous indiquera ce qu'il pourra advenir des onze comtés détenus par le Crédit social au Québec; le vote néo-démocrate nous indiquera si le N.P.D. s'est relevé de la chute de 1974, alors qu'il vit sa députation coupée en deux (16 députés au lieu de 31 en 1972), par la perte, notamment de 9 sièges en Colombie britannique, d'un siège au Manitoba et de 3 sièges en Ontario (à Toronto justement). Les pourcentages obtenus par les conservateurs seront une indication de leur performance possible partout au Canada. Arrêteront-ils leur chute dans les Maritimes ? Accéléreront-ils leur progression dans l'Ouest ? Perceront-ils au Québec ? Défonceront-ils leurs adversaires libéraux à Toronto ? Autant de questions dont les réponses déterminent le résultat possible dans des dizaines de circonscriptions à travers le Canada, et donc anticipent le résultat de la prochaine élection.

Du point de vue politique maintenant, les choses se passent autrement, car seul le résultat de l'élection compte et a un impact politique. Une victoire, c'est une victoire, quel que soit le pourcentage obtenu par le gagnant, et quels que soient les effets du mode de scrutin, de la carte électorale, de la mécanique électorale, etc. Et de ce point de vue, le Parti libéral a la meilleure position à ces élections partielles : en effet, il n'y a pas de symétrie entre le pouvoir et l'opposition. D'habitude dans une élection partielle, le parti au pouvoir connaît de plus grands risques que le parti d'opposition, car toute défaite électorale peut être interprétée comme une défaite politique.

Mais actuellement, la situation est inversée : comme depuis un an les médias d'information et les milieux politiques nous ont peu à peu donné l'impression que le gouvernement Trudeau est aux abois (et les sondages semblaient confirmer cette impression), et que beaucoup d'observateurs se sont peu à peu convaincus que ses jours étaient comptés (et le non-déclenchement des élections au printemps dernier, puis encore tout récemment semblaient étayer cette conviction), si le résultat des 15 élections partielles n'est pas décisif pour les Conservateurs, il risque de se produire un effet de boomerang le 16 octobre prochain.

Un échec conservateur à ces élections partielles pourrait être perçu comme la fin des illusions pour Joe Clark, même s'il réussissait à augmenter son vote. Or cet échec n'est pas exclu, si l'on examine les comtés libéraux mis en jeu : il y en

a sept. Westmount est sûr pour Pierre E. Trudeau et Ottawa-Centre est très solidement libéral : donc en réalité, les libéraux ne sont menacés que dans Saint-Boniface et dans les quatre comtés de Toronto. Or si Saint-Boniface peut passer facilement aux Conservateurs, par contre ceux-ci ont des problèmes depuis dix ans à Toronto. Par ailleurs, au Québec, les libéraux peuvent récupérer Lotbinière et Saint-Hyacinthe, et ils menacent les conservateurs dans les Maritimes depuis dix ans déjà. Le N.P.D., enfin, se bat pour la survivance de son image politique, car s'il venait à perdre le comté de Broadview, qu'il détient depuis dix ans, sa crédibilité comme parti en serait atteinte.

Il y a donc fort à parier que les résultats des élections partielles du 16 octobre prochain, ressembleront beaucoup à la situation actuelle, qui est de 7 libéraux, 6 conservateurs, 1 néo-démocrate et 1 créditiste. Et si tel était le cas, Joe Clark aura subi, face à l'opinion publique, un échec politique. Et si d'aventure les libéraux faisaient quelques gains, cet échec tournerait en catastrophe. Si par contre les conservateurs faisaient des gains substantiels (à Toronto notamment), les libéraux auront leurs explications toutes prêtes : on nous parlera alors de phénomènes à caractère local, de candidats prestigieux, on nous rappellera qu'il s'agit d'élections partielles et que le gouvernement ne mettait pas sa tête en jeu, etc.

Parce que les libéraux sont au pouvoir, ils peuvent monopoliser le discours politique, et donc monopoliser l'interprétation de la réalité politique. C'est pour cette raison, entre autres, que la crise des institutions politiques canadiennes (réforme de la constitution, crise du personnel politique, crise de la G.R.C., etc.) n'a pas encore emporté avec elle le gouvernement Trudeau. On voit mal alors, comment la quinzaine d'élections partielles, qui ne sont après tout que des mini-événements politiques, pourraient réussir là où une crise politique aiguë et permanente se fait systématiquement récupérer par le pouvoir !...



### AU CANADA ANGLAIS, UNE VICTOIRE AMBIGUE DES CONSERVATEURS\*

Le soir du 16 octobre 1978, les résultats des élections partielles étaient nets : des quinze sièges en jeu, les conservateurs en remportaient dix, les néo-démocrates deux, les libéraux deux et les créditistes conservaient celui qu'ils détenaient déjà. Bien qu'il ait subi deux défaites, l'une au Québec aux mains des libéraux (Saint-Hyacinthe) et l'autre dans les Maritimes aux mains des néo-démocrates (Humber-Saint-Georges-Sainte-Barbe), le Parti conservateur sortait de ce test comme le grand gagnant. Les libéraux n'avaient fait élire aucun député en dehors du Québec, et leur déroute semblait définitive. Les sondages du mois de novembre confirmèrent les tendances du vote exprimées aux élections partielles : mais déjà, comme nous le pressentions, le Parti libéral minimisait sa défaite, la présentant comme conjoncturelle et non indicative de ce qui se produira aux prochaines élections générales. Marc Lalonde alla jusqu'à déclarer que maintenant le fond du creux de la vague est atteint par le Parti libéral et que, dorénavant, sa cote de popularité ne peut que remonter : cela s'est déjà produit il y a deux ans. C'est sans doute pour cette raison que Joe Clark ne vend pas encore la peau de l'ours libéral, et se montre prudent, bien qu'optimiste, devant les récents sondages.

Maintenant que les résultats officiels des élections partiel-

---

\* Paru dans le quotidien *Le Devoir*, le 15 janvier 1979

les sont disponibles, nous voudrions les analyser en détail, car au-delà du résultat de l'élection qui s'est exprimé par un balayage conservateur, il y a le résultat du vote, exprimé en nombres et en pourcentages, et cet aspect de la réalité électorale est bien plus important, pour l'analyse, que le nombre de députés élus par les partis, ce dernier portant en lui l'ambiguïté du tout ou rien qu'est la victoire ou la défaite d'un candidat. C'est à condition d'effectuer ce type d'analyse interne du vote que le résultat de l'élection devient décodable et que les nuances qui s'imposent peuvent être faites.

#### Dans les Maritimes : échec des conservateurs

Depuis dix ans, le vote conservateur subit une lente érosion dans les provinces maritimes : ce phénomène, qui a fait perdre trois comtés aux conservateurs en 1972, puis cinq autres en 1974 (dont un aux mains des néo-démocrates), semble s'être poursuivi aux élections partielles, faisant perdre un autre comté aux conservateurs. Le tableau 1 permet de comparer les résultats de ces élections partielles avec ceux des élections générales de 1974. On remarque, en consultant ce tableau, que dans Humber-Saint-Georges-Sainte-Barbe, les conservateurs ont perdu 10 649 voix, soit presque autant que le gain de 11 107 voix qui permit au N.P.D. de faire élire son premier député terre-neuvien; les libéraux, quant à eux, ont conservé leur vote (10 332 voix au lieu de 10 049 voix en 1974), alors que le taux de participation se maintient à peu près au niveau de 1974, ce qui montre, incidemment, que la baisse de participation n'est pas automatique dans une élection partielle.

Dans Fundy-Royal, les conservateurs enregistrent un gain de 3 173 voix, mais cela ne se fait pas aux dépens des libéraux qui enregistrent eux aussi un gain de 1 407 voix : en fait les conservateurs n'ont fait que récupérer, dans ce comté, les voix que le candidat indépendant Albert Jones Brown leur avait arrachées en 1974. En pourcentage, la progression du vote conservateur dans Fundy-Royal fut insignifiante (31.1 pour cent des électeurs inscrits contre 28.1 pour cent en 1974), et le laisse encore très loin du pourcentage que les conservateurs obtenaient dans ce comté il y a dix ans (47.8 pour cent des électeurs inscrits en 1968, 43.1 pour cent en 1972).

Tableau 1

## Elections de 1974 et 1978

	Electeurs	Libéral	Conserv.	N.P.D.	Autres	Abstent.
<i>Halifax-East-Hants</i>						
1974	70 222	18 308	25 563	5 861	317	20 023
1978	77 378	10 161	18 772	1 697	355	46 325
1974		26.1	36.4	8.3	0.5	28.5
1978		13.1	24.3	2.2	0.5	59.9
<i>Fundy-Royal</i>						
1974	48 459	10 845	13 631	4 337	2 628	16 865
1978	55 746	12 252	17 344	3 429	-	22 598
1974		22.4	28.1	8.9	5.4	34.8
1978		22.0	31.1	6.2	-	40.5
<i>Humber-St-Georges-Ste-Barbe</i>						
1974	44 731	10 049	16 500	1 279	-	16 627
1978	46 919	10 322	5 851	12 386	-	18 089
1974		22.5	36.9	2.9	-	37.2
1978		22.0	12.5	26.4	-	38.6

N.B. Tous les pourcentages sont calculés par rapport aux *électeurs inscrits*.

Enfin, dans Halifax-East Hants, tous les partis ont subi un recul prononcé : perte de 8 147 voix pour les libéraux, de 6 791 voix pour les conservateurs, de 4 164 voix pour les néo-démocrates, ce qui a baissé le taux de participation à 40.1 pour cent. Encore là, le vote conservateur est très loin de ce qu'il était en 1968 (48.0 pour cent des électeurs inscrits) ou même en 1972 (44.6 pour cent) puisque maintenant, il s'élève à tout juste 24.3 pour cent des électeurs inscrits (36.4 pour cent en 1974).

*Le Parti conservateur n'a donc pas renversé la vapeur dans les Maritimes*, et, chose certaine, il n'y a pas, au vu des résultats des élections partielles, l'ombre d'un indice d'un gain conservateur sur les libéraux. C'est tout le système des partis qui se porte mal dans l'Est du Canada depuis dix ans, ce que traduisent des taux d'abstentions croissants d'élection en élection. Et les élections partielles n'ont pas modifié cette donnée de la vie électorale canadienne : elles l'ont même accentuée puisque cette fois-ci, les libéraux connaissent eux aussi des problèmes, ce qui a sauvé les conservateurs de la

débâcle.

Les résultats dans les Maritimes soulèvent par ailleurs une autre question : l'élection d'un second député néo-démocrate dans cette région du Canada, est-elle éphémère, ou confirme-t-elle une tendance qui se dessinait déjà en 1974 ? Si la progression du N.P.D. se poursuivait aux prochaines élections générales dans les Maritimes, tout indique que cela se ferait aux dépens des conservateurs, comme ce fut déjà le cas en 1974 dans le comté de Cap Breton-East Richmond (Nouvelle-Ecosse) en 1974 et maintenant dans Humber-Saint-Georges-Sainte-Barbe (Terre-Neuve).

#### Dans l'Ouest : gain conservateur

Depuis dix ans, le mouvement général du vote dans les provinces de l'Ouest se fait en faveur des conservateurs, qui s'y sont assurés une hégémonie politique et une suprématie électorale que traduisent 50 députés conservateurs sur un total de 70 aux élections générales de 1974. Les élections partielles ont confirmé cet état de choses et les conservateurs ont conservé le comté de Burnaby-Richmond-Delta (Colombie britannique) et arraché aux libéraux celui de Saint-Boniface (Manitoba), malgré son fort pourcentage de francophones (19.0 pour cent en 1971 selon le recensement du Canada). Néanmoins (tableau 2), si l'on note un recul prononcé du vote libéral (8 033 voix de moins dans Saint-Boniface, 12 912 voix de moins dans Burnaby-Richmond-Delta), encore là il n'y a pas la preuve que ces électeurs libéraux aient massivement donné leur appui à Joe Clark, puisque le Parti conservateur ne fait que maintenir son vote (67 voix de moins dans Saint-Boniface et 2 326 voix de moins dans Burnaby-Richmond-Delta), ni qu'ils l'aient donné au N.P.D. qui lui aussi maintient son vote. Ainsi le taux de participation tombe dans ces deux comtés, et cette baisse semble être le fait principalement d'électeurs libéraux.

En effet, supposer que les pertes libérales aient été aux conservateurs, implique une perte équivalente des conservateurs vers les abstentions : or celle-ci traduirait une certaine démobilisation des troupes de Joe Clark, démobilisation qui, dans l'Ouest, nous apparaît comme peu plausible, surtout au cours d'une élection partielle où l'occasion était offerte aux sympathisants conservateurs de donner une leçon à Trudeau et aux libéraux.

Tableau 2

## Elections de 1974 et 1978

	Electeurs	Libéral	Conserv.	N.P.D.	Autres	Abstent.
<i>Saint-Boniface</i>						
1974	69 572	21 853	18 604	10 364	536	18 050
1978	71 697	13 820	18 537	9 561	1 645	28 015
1974		31.4	26.7	15.0	0.8	25.9
1978		19.3	25.9	13.3	1.7	39.1
<i>Burnaby-Richmond-Delta</i>						
1974	82 889	17 570	34 013	10 106	369	20 709
1978	93 158	4 658	31 687	11 332	1 467	44 014
1974		21.2	41.0	12.2	0.4	25.0
1978		5.0	34.0	12.2	1.6	47.2

N.B. Tous les pourcentages sont calculés par rapport aux *électeurs inscrits*.

Nous ne commenterons pas longuement l'échec lamentable des créditistes dans Saint-Boniface, dont le chef, Lorne Reznowski, n'obtint que 1 203 voix (1.7 pour cent des électeurs inscrits), car cet échec était dans l'ordre des choses, et nous nous arrêterons plutôt au vote néo-démocrate qui est demeuré stationnaire par rapport à 1974. C'est donc dire que la chute subie par le N.P.D. dans l'Ouest du Canada en 1974, et notamment en Colombie britannique (perte de près de 9 pour cent des électeurs inscrits), ne semble pas être annulée. Cela confirme le caractère hégémonique du vote conservateur et permet d'anticiper un véritable balayage torie aux prochaines élections générales dans au moins trois des quatre provinces de l'Ouest du Canada.

#### En Ontario : dérapage libéral

En Ontario, les conservateurs ont enregistré cinq gains sur les libéraux : néanmoins ils y ont effectué tout au plus deux ou trois victoires politiques. En effet, c'est presque toujours le dérapage du vote libéral, qui se voit coupé de moitié, qui explique le balayage conservateur : les gains conservateurs (27 000 voix de plus qu'en 1974), sont sans commune mesure avec les pertes libérales (75 000 voix de moins qu'en 1974), lesquelles, sauf dans un cas, expliquent la chute du taux de participation.

Le tableau 3 permet de comparer les résultats des élections partielles en Ontario avec ceux des élections générales de 1974. Les conservateurs ont gardé le comté de Hamilton-Wentworth en maintenant leur vote alors que le vote libéral s'effondre (chute de près de 15 pour cent des électeurs inscrits). Même phénomène dans Ottawa-Centre, mais cette fois-ci, il provoque la défaite du libéral Brice MacKasey devant le conservateur Robert de Cotret qui n'a pas récupéré plus du quart des pertes libérales (gains conservateurs de 3.5 pour cent des électeurs inscrits, devant une perte libérale de 14.9 pour cent).

Un calcul simple permet d'estimer l'ampleur des déplacements de voix des libéraux aux conservateurs : pour l'effectuer, il faut tenir compte de l'évolution du nombre d'électeurs, évolution qui frappe tous les partis, toutes choses étant égales par ailleurs, et il faut donc se baser sur les pourcentages par rapport aux électeurs inscrits. *En mettant les choses au mieux pour les conservateurs*, c'est-à-dire en supposant que tout l'accroissement de leur vote vient des libéraux, on arrive aux résultats suivants. Le nombre maximum d'électeurs libéraux qui ont appuyé le Parti conservateur aux élections partielles, représente les pourcentages suivants des pertes libérales à Toronto : 10 pour cent dans Parkdale, 35 pour cent dans Eglinton, 37 pour cent dans York-Scarborough, 69 pour cent dans Broadview et 85 pour cent dans Rosedale. Ces transferts des libéraux aux conservateurs représentent par ailleurs les pourcentages suivants du vote libéral de 1974 : 5 pour cent dans Parkdale, 20 pour cent dans Eglinton, 22 pour cent dans York-Scarborough, 32 pour cent dans Rosedale et 37 pour cent dans Broadview.

Ces calculs sont approximatifs, néanmoins leur ordre de grandeur maximale est valable. Ils montrent que les gains conservateurs ont été relativement modestes eu égard aux pertes libérales, sauf dans deux cas : Broadview et Rosedale. Or, dans Broadview, c'est le N.P.D. qui a conservé le comté, mais avec une légère baisse de son vote, ce qui rend plus douteuse la méthode de calcul utilisée.

Le second cas où l'on décèle un gain certain des conservateurs sur les libéraux est Rosedale : c'est aussi le seul comté où le taux de participation s'est maintenu, aux élections partielles, à 71.8 pour cent, à peine moins qu'aux élections générales de 1974 (74.0 pour cent dans Rosedale), alors que partout ailleurs il a subi des chutes de 10 à 25 pour cent (sauf dans Broadview, conservé justement par le N.P.D. et Humber-

Tableau 3

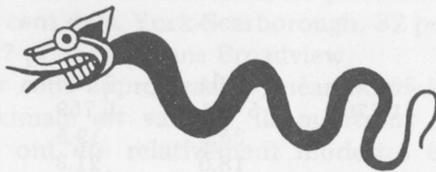
## Elections de 1974 et 1978

	Electeurs	Libéral	Conserv.	N.P.D.	Autres	Abstent.
<i>Hamilton-Wentworth</i>						
1974	67 067	17 869	18 874	11 029	-	19 065
1978	70 657	8 282	20 263	14 105	301	27 565
1974		26.6	28.1	16.4	-	28.4
1978		11.7	28.6	20.0	0.4	39.0
<i>Ottawa-Centre</i>						
1974	46 561	15 308	12 138	6 739	1 141	10 921
1978	40 846	7 361	12 079	7 470	254	13 507
1974		32.9	26.1	14.5	2.5	23.5
1978		18.0	29.6	18.3	0.6	33.1
<i>Broadview</i>						
1974	35 119	8 158	5 617	9 392	366	11 365
1978	32 459	3 496	7 968	8 388	204	12 260
1974		23.2	16.0	26.7	1.0	32.4
1978		10.8	24.5	25.8	0.6	37.8
<i>Eglinton</i>						
1974	52 008	19 951	16 812	3 798	307	10 875
1978	48 711	8 031	19 450	2 246	-	18 858
1974		38.4	32.3	7.3	0.6	20.9
1978		16.5	40.0	4.6	-	38.7
<i>Parkdale</i>						
1974	36 612	13 134	7 133	4 479	371	11 305
1978	31 779	5 721	6 759	4 805	190	14 149
1974		35.9	19.5	12.2	1.0	30.9
1978		18.0	21.3	15.1	0.6	44.5
<i>Rosedale</i>						
1974	47 645	17 227	14 119	3 285	431	12 372
1978	45 214	10 114	18 691	2 989	481	12 758
1974		36.2	29.6	6.9	0.9	26.0
1978		22.4	41.3	6.6	1.1	28.2
<i>York-Scarborough</i>						
1974	124 638	47 450	38 711	11 552	575	26 044
1978	140 020	21 431	55 455	7 670	926	54 225
1974		38.1	31.1	9.3	0.5	21.0
1978		15.3	39.6	5.5	0.7	38.7

Saint-Georges-Sainte-Barbe, remporté par le N.P.D. sur le dos des conservateurs !). Cela prouve hors de tout doute que l'augmentation du taux d'abstentions est principalement le fait des libéraux, car dans le seul cas où cette augmentation est presque nulle, on observe une augmentation corrélative du vote conservateur : à Rosedale où s'affrontaient deux candidats de prestige, l'ex-maire de Toronto, David Crombie pour les conservateurs, et l'ex-recteur de l'Université de Toronto, John Evans pour les libéraux.

Telle est l'exacte mesure de la victoire conservatrice, victoire obtenue par défaut, ou, si l'on préfère, *défaite technique* des libéraux qui ont perdu environ la moitié de leur vote. Le mécontentement des électeurs libéraux est clair et général au Canada-anglais : cela n'en fait pas pour autant automatiquement des électeurs conservateurs. *Les libéraux, à ces élections partielles, ont été battus, ils n'ont pas été vaincus.* Rien, dans les élections partielles d'octobre 1978, ne nous révèle une victoire *politique* des conservateurs sur les libéraux. *Car ces électeurs libéraux, aujourd'hui flottants, peuvent retourner au Parti libéral à tout moment.*

C'est pourquoi, personnellement, nous ne croirons à la défaite des libéraux aux prochaines élections générales, que lorsque celle-ci se sera produite. Mais il n'est absolument pas évident qu'elle doive se produire, d'autant plus qu'au Québec, le vote libéral se porte bien.



### AU QUÉBEC, LE BLOC LIBÉRAL SE PORTE BIEN\*

Quelques mois après les élections partielles fédérales du mois de mai 1977, nous essayions, ici même, de montrer la cohérence du comportement électoral des Québécois aux deux niveaux de gouvernement, en montrant notamment que le nombre de voix obtenues par les libéraux fédéraux était sensiblement le même que le nombre de voix obtenues par les libéraux provinciaux, et cela tant au niveau de l'ensemble du Québec qu'au niveau d'une unité géographique particulière (région, comté, paroisse).

C'est l'existence de ce *bloc libéral*, qui seule permet d'expliquer l'apparente contradiction entre les résultats des élections aux deux niveaux de gouvernement (libéral au fédéral, péquiste au provincial), contradiction qui n'implique pas une incohérence au niveau des électeurs. L'opposition aux libéraux a triomphé de ceux-ci aux élections provinciales du 15 novembre 1976, bien qu'elle n'ait pu en faire autant aux élections fédérales de 1974 : la pérennité du *bloc libéral* lui a assuré une suprématie électorale tout au long de l'histoire du Québec au XX<sup>e</sup> siècle. La validité d'un concept d'analyse, comme celui de *bloc libéral*, se mesure à sa capacité d'expliquer le passé et éventuellement de prévoir l'avenir : les élections partielles d'octobre 1978 constituent en ce sens une nouvelle illustration des effets électoraux de ce *bloc libéral*.

---

\* Paru dans le quotidien *Le Devoir*, le 16 janvier 1979.

## Le bloc libéral

Le tableau 1 donne le résultat des élections générales de 1974 et celui des élections partielles pour les trois comtés en jeu au Québec (Westmount, Lotbinière et Saint-Hyacinthe), ainsi que le résultat de l'élection provinciale du 15 novembre 1976, *résultat calculé sur la base des trois comtés fédéraux*.

Tableau 1

Résultats des élections de 1974 (fédéral),  
1976 (provincial) et 1977 (fédéral)  
sur la base des comtés fédéraux

	Electeurs	Libéral	Conserv. U.N.	N.P.D. P.Q.	Crédit.	Autres	Abstent.
<i>Lotbinière</i>							
1974	46 948	10 885	2 833	504	21 448	-	10 443
1976	49 176	11 088	14 224	13 336	3 832	-	5 966
1978	49 743	11 955	6 916	962	16 358	-	13 173
1974		23.2	6.0	1.1	45.7	-	22.2
1976		22.5	28.9	27.1	7.8	-	12.1
1978		24.0	13.9	1.9	32.9	-	26.5
<i>St-Hyacinthe</i>							
1974	56 801	15 965	21 453	861	2 940	883	13 199
1976	64 691	15 968	16 135	19 245	2 678	345	8 869
1978	63 643	21 515	16 559	1 259	889	-	22 431
1974		28.1	37.8	1.5	5.2	1.6	23.2
1976		24.7	24.9	29.7	4.1	0.5	13.7
1978		33.8	26.0	2.0	1.4	-	35.2
<i>Westmount</i>							
1974	51 592	20 816	11 575	3 140	412	190	14 465
1976	47 891	17 128	7 674	7 074	189	5 825	9 050
1978	45 836	17 214	9 391	1 817	-	305	16 878
1974		40.3	22.4	6.1	0.8	0.4	28.0
1976		35.8	16.0	14.8	0.4	12.2	18.9
1978		37.6	20.5	4.0	-	0.7	36.8

N.B. Tous les pourcentages sont calculés par rapport aux *électeurs inscrits*.

Un rapide coup d'oeil sur ce tableau confirme immédiatement la correspondance entre le vote libéral à l'un ou l'autre

niveau de gouvernement : la comparaison est d'autant plus intéressante que ces trois comtés fédéraux ont eu, depuis dix ans, des comportements électoraux différents. Westmount est traditionnellement libéral, Lotbinière a élu un créditiste et Saint-Hyacinthe, un conservateur en 1968, 1972 et 1974. Néanmoins, *indépendamment de son niveau absolu*, le vote libéral se retrouve pareil à lui-même aux deux niveaux de gouvernement.

Ainsi dans Westmount, les libéraux obtiennent successivement 20 816 voix en 1974, 17 128 voix en 1976 et 17 214 voix en 1978 aux élections partielles; dans Lotbinière, les libéraux obtiennent successivement 10 885 voix en 1974, 11 088 voix en 1976 et 11 955 voix en 1978; enfin, dans Saint-Hyacinthe, ils obtiennent respectivement 15 965 voix en 1974, 15 968 voix en 1976 et 21 515 voix en 1978. Bien entendu, il se produit de légères variations, sur lesquelles nous reviendrons plus loin : mais au-delà de celles-ci, ce qu'il faut remarquer, c'est la presque identité du vote libéral aux deux niveaux de gouvernement, identité qui ne saurait être l'effet du hasard, mais bien la conséquence de l'existence d'un bloc politique unique, *bloc dont l'origine doit être recherchée dans la structure sociale et non pas dans le système des partis* (lequel est différent au fédéral et au provincial).

Ces remarques, qui mériteraient plus de développement qu'il n'est possible d'en faire ici, conduisent à réaffirmer qu'il y a peu, ou pas de péquistes qui appuient le Parti libéral du Canada et que les péquistes se retrouvent en grande partie chez les abstentionnistes aux élections fédérales (par exemple, dans les trois comtés où se sont tenues des élections partielles, il y a eu 29 000 abstentions *de plus* qu'aux élections provinciales du 15 novembre 1976).

### Un triple test

Ces élections partielles constituaient par ailleurs un triple test. Dans Westmount, le Parti conservateur devait faire la preuve qu'il pouvait percer chez les anglophones de l'Ouest de Montréal. Il ne nous a pas donné cette preuve, puisqu'il a tout juste réussi à maintenir son vote (9 391 voix au lieu de 11 575 en 1974). Bernard Finestone n'a guère fait mieux que Michael Meighen en 1972 et 1974.

Le comté de Lotbinière constituait un test pour les créditistes : ils devaient faire la preuve de leur capacité à arrêter l'érosion de leur vote. Leur victoire à l'élection partielle dans

Lotbinière peut être trompeuse, car elle masque une perte de 12.8 pour cent des électeurs inscrits pour les créditistes, soit 28 pour cent de leur vote de 1974, perte qui ne s'est pas tellement reportée sur les abstentions, puisque le taux de celles-ci n'a augmenté que de 4.3 pour cent. Ce qui explique que, malgré cette chute, le Parti créditiste soit sorti gagnant de la lutte est que le Parti libéral n'a pu récupérer les pertes créditistes, dont une bonne part alla aux conservateurs (lesquels augmentent leur vote de 7.9 pour cent dans Lotbinière). Et aussi le fait que Lotbinière, avec 45.7 pour cent des électeurs inscrits ayant voté pour les créditistes en 1974, était le comté le plus créditiste au niveau fédéral. Si ce qui s'est produit dans Lotbinière aux élections partielles se reproduit dans l'ensemble du Québec, les créditistes ne réussiraient qu'à faire élire quatre députés (Abitibi, Lotbinière, Roberval et Témiscamingue), *et dans aucun cas le transfert des voix créditistes aux conservateurs ne permettrait à ces derniers de faire élire un député*. C'est dire que Lotbinière, bien que les créditistes l'aient conservé à l'élection partielle, préfigure déjà sept victoires supplémentaires pour les libéraux aux prochaines élections générales, ce qui leur garantirait, avec Saint-Hyacinthe, 69 comtés au Québec (67 de plus que les conservateurs). Il faut remonter à l'élection fédérale de 1940, en pleine guerre, pour retrouver une telle majorité libérale de sièges au Québec (plus de 90 pour cent).

Saint-Hyacinthe constituait le test majeur pour les conservateurs au Québec : Claude Wagner parti, les conservateurs n'ont pu maintenir leur vote et perdirent le siège aux élections partielles en perdant 4 894 voix, une bonne partie desquelles a dû se reporter sur les libéraux, qui y ont fait un gain de 5 550 voix, y retrouvant, en termes de pourcentages, le niveau qu'ils y avaient en 1968, avant que Claude Wagner ne s'y présente comme candidat conservateur en 1972. C'était donc bien la personne de l'ex-ministre de la Justice du Québec et ex-libéral, qui valait au Parti conservateur un supplément de vote suffisant pour faire élire Claude Wagner. D'ailleurs, c'est aussi le cas de Roch Lasalle dans Joliette : on le vit bien aux élections de 1972, alors qu'en rupture de ban avec son parti, il se fait élire comme indépendant. C'est peut-être le cas de Heward Grafftey dans Brôme-Missisquoi *et cela prouve que par lui-même, le Parti conservateur est actuellement incapable de faire élire un député au Québec*.

Cela a donné, et donne encore bien des inquiétudes à Joe

Clark, qui sait très bien qu'il peut avoir besoin de quelques députés au Québec pour remporter l'élection au Canada, tout comme M. Stanfield en a cruellement eu besoin en 1972 alors que son parti s'est fait battre par deux sièges seulement, bien qu'il eût, à ce moment-là, 52 sièges de majorité sur les libéraux au Canada-anglais !

### Perspectives électorales

Aux prochaines élections générales du Canada, il y aura 281 députés aux Communes, dont 206 en dehors du Québec. Pour constituer un gouvernement majoritaire, le Parti conservateur doit donc faire élire au moins 141 de ses candidats : comme nous ne pensons pas qu'il en aura plus de 2 au Québec, il lui faut donc faire élire 139 députés au Canada-anglais. Où ira-t-il les chercher ?

Dans les Maritimes, en mettant les choses au mieux, le Parti conservateur ne peut espérer faire élire plus de 25 députés sur 32, comme en 1968, car les francophones du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Ecosse en assurent le reste aux libéraux (et nous ne comptons pas les deux députés néo-démocrates, ni l'éventualité d'une poussée N.P.D. aux dépens des conservateurs, ni celle de la poursuite du marasme du vote conservateur, mais nous supposons au contraire un renversement de situation). Dans l'Ouest, les conservateurs ont élu 50 députés sur 70 en 1974 : aux prochaines élections, ils pourraient se rendre jusqu'à 70 sur 79 (tout l'Alberta, tout le Manitoba, presque toute la Colombie britannique et la Saskatchewan). Il leur resterait encore à faire élire plus d'une quarantaine de députés en Ontario, deux fois plus qu'ils n'en ont fait élire en 1974, et un peu plus qu'ils n'en ont fait élire en 1972.

Pour gagner une élection générale au Canada, le Parti conservateur doit obtenir une bonne majorité de sièges en Ontario : cela n'a pas été fait par le Parti conservateur depuis 1957-1958, avec Diefenbaker, qui, malgré l'élection de 61 députés en Ontario, se retrouva minoritaire aux Communes la première fois (et majoritaire la seconde fois grâce à 50 députés conservateurs au Québec). Mais certains facteurs, depuis 20 ans, jouent contre les conservateurs : l'urbanisation de l'Ontario et l'immigration favorisent les libéraux ; les intérêts trop évidents du parti conservateur dans l'Ouest du Ca-

nada le défavorisent auprès des ontariens engagés dans le secteur industriel et commercial, et qui se sentent menacés dans leur suprématie économique et politique au Canada, surtout en cette période de crise économique.

Une fois de plus, nous posons le problème : tant que le Québec donnera une monstrueuse majorité de députés aux libéraux (et tout indique qu'il le fera encore une fois, l'Histoire, les sondages récents, l'effondrement des créditistes, l'incapacité des conservateurs d'attirer le vote québécois, l'inaction du Parti québécois), les chances du Parti conservateur seront dangereusement minées. *Et les résultats des dernières élections partielles ne changent fondamentalement rien à cette donnée de la mécanique électorale du Canada. Bien au contraire, ils l'accroissent.*

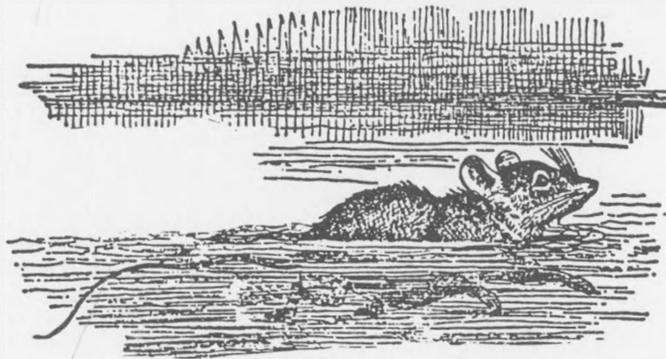
#### Les indépendantistes

Penser que P.E. Trudeau tombera tout aussi inéluctablement que tombent les feuilles rouges à l'automne, c'est se bercer d'une douce illusion. C'est pas d'hier que les libéraux du Canada se maintiennent au pouvoir grâce au Québec : Laurier, MacKenzie King, Pearson ont accédé au poste de Premier ministre du Canada de cette façon; Trudeau s'y maintient pour les mêmes raisons depuis 1972. De la part des milieux indépendantistes, c'est faire preuve d'une naïveté politique et d'une candeur historique désarmantes que d'oublier le passé. D'autant plus que pour les indépendantistes, P.E. Trudeau constitue un danger important, d'une part parce qu'il est un politicien qui nous a donné maintes fois la preuve qu'il savait se servir sans scrupules du pouvoir, et d'autre part, parce que étant québécois, il se sert de francophones à gages et obscurcit, par sa seule présence, le débat entre le Québec et le Canada.

Le Parti québécois, dont le secret désir serait de voir Trudeau se faire battre aux prochaines élections, s'en remet au Parti conservateur pour faire ce travail, sans toujours comprendre pourquoi les conservateurs en sont plus ou moins incapables. Certains indépendantistes ont, semble-t-il, décidé d'agir au sein de la nouvelle Union Populaire, mais s'ils s'allient à de troubles personnages, poussés par l'ambition politique et qui croient le moment venu de se partager les dépouilles d'un Parti libéral du Canada que tout le monde donne pour mort, ils risquent de ne pas donner à ce mouve-

ment la transparence indispensable pour canaliser le vote nationaliste québécois aujourd'hui en disponibilité au niveau fédéral.

Les libéraux fédéraux peuvent-ils gouverner en paix à Ottawa et préparer tranquillement leur prochaine élection ? Il faut croire que oui, si le mouvement de libération nationale du Québec n'est pas de la partie. S'il démissionne. *S'il continue d'attendre que les initiatives politiques viennent d'ailleurs. S'il oublie qu'on ne libère pas un peuple en refusant de démasquer les forces qui l'oppriment, que celles-ci soient à Toronto, Ottawa ou Washington ! Et surtout en refusant de les combattre !*



étaient également indépendamment pour eux-mêmes  
nationalistes, mais ils ne se sont pas unifiés  
dans leur aspiration à l'autonomie, et surtout  
surtout en cette période de récession.

Les nationalistes libéraux ont souvent en fait  
à l'égard du fédéralisme, mais ils ne sont pas  
Ottawa et le fédéralisme, mais ils ne sont pas  
Il faut croire que c'est le résultat de la libération  
de Québec et de la récession, mais ils ne sont pas  
de Québec et de la récession, mais ils ne sont pas  
de Québec et de la récession, mais ils ne sont pas  
de Québec et de la récession, mais ils ne sont pas  
de Québec et de la récession, mais ils ne sont pas



Les indépendantistes...  
Penser que P.E. n'est pas...  
ment que l'indépendance...  
herce d'une droite...  
du Canada se manifeste...  
Laurier, Mackenzie...  
Premier ministre du...  
tient pour les mêmes...  
ministre indépendant...  
pollués et d'une candeur...  
oublier le passé. Il...  
P.E. Trudeau...  
ce qu'il...  
preuve...  
d'autre...  
phones à...  
entre le...

Le Parti...  
deau se...  
Parti...  
prendre pour...  
incapables. Certains indépendantistes ont...  
d'agir au sein de la nouvelle Union Populaire, mais s'ils s'ai-  
lent à de troubles personnages, poussés par l'ambition poli-  
tique et qui croient le moment venu de se partager les dé-  
pouilles d'un Parti libéral du Canada que tout le monde  
donne pour mort, ils risquent de ne pas donner à ce mouve-

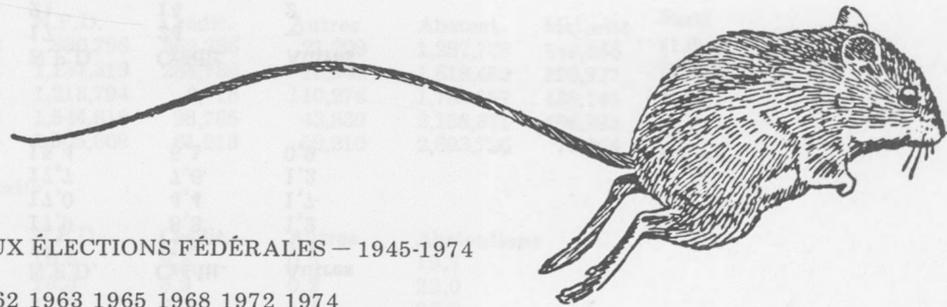


## REPRÉSENTATION AUX COMMUNES — 1867-1978

	1867	1872	1874	1882	1887	1896	1904	1908	1917	1925	1935	1949	1953	1968	1979	Accroissement
			1878		1891	1900		1911	1921	1926	1940		1957	1972		
										1930	1945		1958	1974		
													1962			
													1963			
Canada	181	200	206	211	215	213	214	221	235	245	245	262	265	264	281	17
Québec	65	65	65	65	65	65	65	65	65	65	65	73	75	74	75	1
Canada(sans Qué)	116	135	141	146	150	148	149	156	170	180	180	189	190	190	206	16
Ontario	82	88	88	92	92	92	86	86	82	82	82	83	85	88	95	7
Nouveau Bruns.	15	16	16	16	16	14	13	13	11	11	10	10	10	10	10	—
Nouvelle-Ecosse	19	21	21	21	21	20	18	18	16	14	12	13	12	11	11	—
Terre-Neuve	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	7	7	7	7	—
Ile du Pr. Ed.	—	—	6	6	6	5	4	4	4	4	4	4	4	4	4	—
Total Maritimes	34	37	43	43	43	39	35	35	31	29	26	34	33	32	32	—
Manitoba	—	4	4	5	5	7	10	10	15	17	17	16	14	13	14	1
Saskatchewan	—	—	—	—	4	4	10	10	16	21	21	20	17	13	14	1
Alberta	—	—	—	—	—	—	—	7	12	16	17	17	17	19	21	2
Colombie brit.	—	6	6	6	6	6	7	7	13	14	16	18	22	23	28	5
Yukon, T.N.O.	—	—	—	—	—	—	1	1	1	1	1	1	2	2	2	—
Total Ouest	—	10	10	11	15	17	28	35	57	69	72	72	72	70	79	9

## TAUX DE PARTICIPATION AUX ÉLECTIONS FÉDÉRALES — 1945-1974

	1945	1949	1953	1957	1958	1962	1963	1965	1968	1972	1974
Canada	76,3	74,8	67,9	75,0	80,6	80,1	80,3	75,9	75,7	76,7	71,0
Ontario	74,5	75,1	67,0	74,0	79,5	80,0	81,0	76,7	77,3	79,3	74,6
Québec	73,3	74,0	66,5	72,3	79,4	77,6	76,3	70,7	72,3	75,5	67,4
Nouvelle-Ecosse	86,3	90,7	87,9	81,3	84,3	83,6	81,5	81,7	82,3	79,6	74,1
Nouveau-Brunswick	77,9	78,8	78,4	81,4	84,8	83,4	80,6	80,1	80,1	77,0	71,2
Terre-Neuve	—	57,7	57,4	47,0	78,6	72,0	68,8	65,6	68,0	63,1	57,7
Ile du Pr. Ed.	81,0	85,0	83,0	85,4	88,2	90,0	84,4	87,7	88,0	85,6	80,3
Manitoba	75,5	71,7	59,4	74,2	80,1	77,2	77,8	73,8	75,9	74,3	70,8
Colombie brit.	79,5	69,0	65,1	74,3	75,9	77,6	80,4	75,2	75,9	73,2	72,1
Saskatchewan	85,2	79,4	74,2	81,0	81,9	84,9	83,1	79,5	80,5	79,1	72,9
Alberta	73,4	69,3	62,6	73,0	74,4	74,3	78,8	73,7	73,3	75,6	67,4
Yukon, T.N.O.	62,8	75,3	69,2	74,8	81,4	78,1	78,5	79,9	75,5	75,7	63,6
Canada (sans Québec)	77,5	75,1	68,4	76,1	81,0	81,1	81,9	78,0	77,0	77,2	72,4



## ÉLECTIONS — 1963-1974 — CANADA

	Inscrits	Votants	Libéral	Conserv.	N.P.D.	Crédit.	Autres	Abstent.	Majorité	Parti
1963	9,910,757	7,958,636	3,293,790	2,591,614	1,037,857	940,703	30,112	1,952,121	702,176	(Lib.)
1965	10,274,904	7,796,728	3,099,519	2,499,913	1,381,658	641,892	90,334	2,478,176	599,606	(Lib.)
1968	10,860,888	8,217,916	3,696,945	2,554,880	1,378,260	361,045	134,866	2,642,972	1,142,065	(Lib.)
1972	13,000,778	9,974,661	3,718,258	3,383,530	1,713,528	737,972	114,201	3,062,117	334,728	(Lib.)
1974	13,620,353	9,671,002	4,102,776	3,369,335	1,467,748	481,231	84,818	3,949,351	733,441	(Lib.)

## Pourcentages calculés par rapport aux électeurs inscrits

	Particip.	Libéral	Conserv.	N.P.D.	Crédit.	Autres	Abstentions
1963	80,3	33,2	26,1	10,5	9,5	0,3	19,7
1965	75,9	30,2	24,3	13,4	6,2	0,9	24,1
1968	75,7	34,0	23,5	12,7	3,3	1,2	24,3
1972	76,7	28,6	26,0	13,2	5,7	0,9	23,3
1974	71,0	30,1	24,7	10,8	3,5	0,5	29,0

## Pourcentages calculés par rapport aux votes valides

	Libéral	Conserv.	N.P.D.	Crédit.	Autres
1963	41,7	32,8	13,1	11,9	0,4
1965	40,2	32,4	17,9	8,3	1,2
1968	45,5	31,4	17,0	4,4	1,7
1972	38,5	35,0	17,7	7,6	1,2
1974	43,2	35,4	15,4	5,1	0,9

## Députés élus

	Libéral	Conserv.	N.P.D.	Crédit.	Autres
1963	129	95	17	24	—
1965	131	97	21	14	2
1968	155	72	22	14	1
1972	109	107	31	15	2
1974	141	95	16	11	1

ÉLECTIONS — 1963-1974 — CANADA (SAUF QUÉBEC)

	Inscrits	Votants	Libéral	Conserv.	N.P.D.	Crédit.	Autres	Abstent.	Majorité	Parti
1963	7,103,323	5,815,390	2,327,618	2,178,052	886,796	362,356	21,209	1,287,733	149,566	(Lib.)
1965	7,341,873	5,723,414	2,170,989	2,067,012	1,137,319	284,739	15,945	1,618,459	103,977	(Lib.)
1968	7,777,628	5,988,571	2,526,528	2,088,388	1,213,794	2,718	110,276	1,789,057	438,140	(Lib.)
1972	9,306,860	7,184,489	2,429,119	2,926,112	1,544,618	98,765	43,839	2,158,371	496,993	(P.C.)
1974	9,771,927	7,078,201	2,772,439	2,848,703	1,305,668	61,213	59,210	2,693,726	76,264	(P.C.)

Pourcentages calculés par rapport aux électeurs inscrits

	Particip.	Libéral	Conserv.	N.P.D.	Crédit.	Autres	Abstentions
1963	80,2	33,2	26,1	10,5	9,5	0,3	19,7
1965	78,0	29,6	28,2	15,5	3,9	0,2	22,0
1968	77,0	32,5	26,9	15,6	0,0	1,4	23,0
1972	77,2	26,1	31,4	16,6	1,1	0,5	23,2
1974	72,4	28,4	29,2	13,4	0,6	0,6	27,6

Pourcentages calculés par rapport aux votes valides

	Libéral	Conserv.	N.P.D.	Crédit.	Autres
1963	40,3	37,7	15,4	6,3	0,4
1965	38,2	36,4	20,0	5,0	0,3
1968	42,5	35,1	20,4	0,0	1,9
1972	34,5	41,5	21,9	1,4	0,6
1974	39,3	40,4	18,5	0,9	0,8

Députés élus

	Libéral	Conserv.	N.P.D.	Crédit.	Autres
1963	82	87	17	4	—
1965	76	88	21	3	2
1968	99	68	22	—	1
1972	53	105	31	—	1
1974	81	92	16	—	1

## ÉLECTIONS — 1963-1974 — QUÉBEC

	Inscrits	Votants	Libéral	Conserv.	N.P.D.	Crédit.	Autres	Abstent.	Majorité	Parti
1963	2,807,634	2,143,246	966,172	413,562	151,061	578,347	8,903	664,388	387,825	(Lib.)
1965	2,933,031	2,073,314	928,530	432,901	244,339	357,153	74,389	859,717	495,629	(Lib.)
1968	3,083,260	2,229,345	1,170,417	466,492	164,466	358,327	24,590	853,915	703,925	(Lib.)
1972	3,693,918	2,790,172	1,289,139	457,418	168,910	639,207	70,362	903,746	649,932	(Lib.)
1974	3,848,426	2,592,801	1,330,337	520,632	162,080	420,018	25,608	1,255,625	809,705	(Lib.)

Pourcentages calculés par rapport aux électeurs inscrits

	Particip.	Libéral	Conserv.	N.P.D.	Crédit.	Autres	Abstentions
1963	76,3	34,4	14,7	5,4	20,6	0,3	23,7
1965	70,7	31,7	14,8	8,3	12,2	2,5	29,3
1968	72,3	38,0	15,1	5,3	11,6	0,8	27,7
1972	75,5	34,9	12,4	4,6	17,3	1,9	24,5
1974	67,4	34,6	13,5	4,2	10,9	0,7	32,6

Pourcentages calculés par rapport aux votes valides

	Libéral	Conserv.	N.P.D.	Crédit.	Autres
1963	45,6	19,5	7,1	27,3	0,4
1965	45,6	21,2	12,0	17,5	3,7
1968	53,6	21,4	7,5	16,4	1,1
1972	49,1	17,4	6,4	24,4	2,7
1974	54,1	21,2	6,6	17,1	1,0

Députés élus

	Libéral	Conserv.	N.P.D.	Crédit.	Autres
1963	47	8	—	20	—
1965	56	9	—	10	—
1968	56	4	—	14	—
1972	56	2	—	15	1
1974	60	3	—	11	—

ÉLECTIONS — 1963-1974 — ONTARIO

	Inscrits	Votants	Libéral	Conserv.	N.P.D.	Crédit.	Autres	Abstent.	Majorité	Parti
1963	3,455,363	2,799,870	1,286,791	979,359	442,340	56,276	11,896	655,493	307,432	(Lib.)
1965	3,609,895	2,770,222	1,196,308	933,753	594,112	10,995	8,615	839,673	262,555	(Lib.)
1968	3,846,064	2,973,745	1,372,903	942,979	607,011	—	25,599	872,319	429,924	(Lib.)
1972	4,601,282	3,650,542	1,366,922	1,399,148	768,076	12,937	30,969	950,740	32,226	(P.C.)
1974	4,803,485	3,581,767	1,609,786	1,252,082	680,113	6,575	16,981	1,221,718	357,704	(Lib.)

Pourcentages calculés par rapport aux électeurs inscrits

	Particip.	Libéral	Conserv.	N.P.D.	Crédit.	Autres	Abstentions
1963	81,0	37,2	28,3	12,8	1,6	0,3	19,0
1965	76,7	33,1	25,9	16,5	0,3	0,2	23,3
1968	77,3	35,7	24,5	15,8	—	0,7	22,7
1972	79,3	29,7	30,4	16,7	0,3	0,7	20,7
1974	74,6	33,5	26,1	14,2	0,1	0,4	25,4

Pourcentages calculés par rapport aux votes valides

	Libéral	Conserv.	N.P.D.	Crédit.	Autres
1963	46,3	35,3	15,9	2,0	0,4
1965	43,6	34,0	21,7	0,4	0,3
1968	46,6	32,0	20,6	—	0,9
1972	38,2	39,1	21,5	0,4	0,9
1974	45,1	35,1	19,1	0,2	0,5

Députés élus

	Libéral	Conserv.	N.P.D.	Crédit.	Autres
1963	52	27	6	—	—
1965	51	25	9	—	—
1968	65	17	6	—	—
1972	37	40	11	—	—
1974	55	25	8	—	—

## ÉLECTIONS — 1963-1974 — NOUVEAU-BRUNSWICK

	Inscrits	Votants	Libéral	Conserv.	N.P.D.	Crédit.	Autres	Abstent.	Majorité	Parti
1963	304,732	245,557	115,036	98,462	8,899	21,050	—	59,175	16,574	(Lib.)
1965	304,734	244,184	114,781	102,714	22,759	1,433	—	60,550	12,067	(Lib.)
1968	317,912	254,716	111,843	125,269	12,277	1,769	821	63,196	13,426	(P.C.)
1972	387,136	298,164	125,935	131,455	16,703	16,450	1,948	88,972	5,520	(P.C.)
1974	406,518	289,492	135,723	94,934	24,869	8,407	23,417	117,026	40,789	(Lib.)

## Pourcentages calculés par rapport aux électeurs inscrits

	Particip.	Libéral	Conserv.	N.P.D.	Crédit.	Autres	Abstentions
1963	80,6	37,7	32,3	2,9	6,9	—	19,4
1965	80,1	37,7	33,7	7,5	0,5	—	19,9
1968	80,1	35,2	39,4	3,9	0,6	0,3	19,9
1972	77,0	32,5	34,0	4,3	4,2	0,5	23,0
1974	71,2	33,4	23,4	6,1	2,1	5,8	28,8

## Pourcentages calculés par rapport aux votes valides

	Libéral	Conserv.	N.P.D.	Crédit.	Autres
1963	47,3	40,4	3,7	8,6	—
1965	47,5	42,5	9,4	0,6	—
1968	44,4	49,7	4,9	0,7	0,3
1972	43,1	44,9	5,7	5,6	0,7
1974	47,2	33,0	8,7	2,9	8,1

## Députés élus

	Libéral	Conserv.	N.P.D.	Crédit.	Autres
1963	6	4	—	—	—
1965	6	4	—	—	—
1968	5	5	—	—	—
1972	5	5	—	—	—
1974	6	3	—	—	1

ÉLECTIONS—1963-1974—NOUVELLE-ECOSSE

	Inscrits	Votants	Libéral	Conserv.	N.P.D.	Crédit.	Autres	Abstent.	Majorité	Parti
1963	401,874	419,352*	195,007	195,711	26,617	401	—	74,223	704	(P.C.)
1965	401,521	420,146*	175,415	203,123	38,043	—	1,249	73,451	27,708	(P.C.)
1968	412,791	339,600	127,962	186,026	22,676	—	293	73,191	58,064	(P.C.)
1972	492,001	391,590	129,738	204,460	47,072	1,316	501	100,411	74,722	(P.C.)
1974	524,767	388,830	157,582	183,897	43,470	1,457	458	135,937	26,315	(P.C.)

Pourcentages calculés par rapport aux électeurs inscrits

	Particip.	Libéral	Conserv.	N.P.D.	Crédit.	Autres	Abstentions
1963**	81,5	37,2	37,3	5,1	0,0	—	18,5
1965**	81,7	33,3	38,6	7,2	—	0,2	18,3
1968	82,3	31,0	45,1	5,5	—	0,1	17,7
1972	79,6	26,4	41,6	9,6	0,3	0,1	20,4
1974	74,1	30,0	35,0	8,3	0,3	0,1	25,9

Pourcentages calculés par rapport aux votes valides

	Libéral	Conserv.	N.P.D.	Crédit.	Autres
1963	46,7	46,9	6,4	0,1	—
1965	42,0	48,6	9,1	—	0,3
1968	38,0	55,2	6,7	—	0,1
1972	33,9	53,4	12,3	0,3	0,1
1974	40,7	47,5	11,2	0,4	0,1

Députés élus

	Libéral	Conserv.	N.P.D.	Crédit.	Autres
1963	5	7	—	—	—
1964	2	10	—	—	—
1968	1	10	—	—	—
1972	1	10	—	—	—
1974	2	8	1	—	—

\* En 1963 et 1965, les électeurs du comté de Halifax élaient deux députés et pouvaient voter deux fois.

\*\* Calculé en comptant deux fois les électeurs inscrits dans le comté de Halifax.

## ÉLECTIONS—1963-1974-TERRE-NEUVE

	Inscrits	Votants	Libéral	Conserv.	N.P.D.	Crédit.	Autres	Abstent.	Majorité	Parti
1963	221,321	152,175	97,576	45,491	6,364	—	1,943	69,146	52,085	(Lib.)
1965	226,082	148,392	94,291	47,638	1,742	2,352	1,022	77,690	46,653	(Lib.)
1968	237,594	161,570	68,549	84,483	7,042	—	126	76,024	15,934	(P.C.)
1972	289,294	182,482	78,505	85,857	8,165	266	2,253	106,812	7,352	(P.C.)
1974	304,370	175,534	81,299	75,816	16,445	143	242	128,836	5,483	(Lib.)

## Pourcentages calculés par rapport aux électeurs inscrits

	Particip.	Libéral	Conserv.	N.P.D.	Crédit.	Autres	Abstentions
1963	68,8	44,1	20,6	2,9	—	0,9	31,2
1965	65,6	41,7	21,1	0,8	1,0	0,5	34,4
1968	68,0	28,9	35,6	3,0	—	0,1	32,0
1972	63,1	27,1	29,7	2,8	0,1	0,8	36,9
1974	57,7	26,7	24,9	5,4	0,0	0,1	42,3

## Pourcentages calculés par rapport aux votes valides

	Libéral	Conserv.	N.P.D.	Crédit.	Autres
1963	64,5	30,1	4,2	—	1,3
1965	64,1	32,4	1,2	1,6	0,7
1968	42,8	52,7	4,4	—	0,1
1972	44,8	49,0	4,7	0,2	1,3
1974	46,7	43,6	9,5	0,1	0,1

## Députés élus

	Libéral	Conserv.	N.P.D.	Crédit.	Autres
1963	7	—	—	—	—
1965	7	—	—	—	—
1968	1	6	—	—	—
1972	3	4	—	—	—
1974	4	3	—	—	—

ÉLECTIONS — 1963-1974— ILE DU PRINCE ÉDOUARD

	Inscrits	Votants	Libéral	Conserv.	N.P.D.	Crédit.	Autres	Abstent.	Majorité	Parti
1963	57,029	69,486*	32,073	35,965	1,140	—	—	8,894	3,892	(P.C.)
1965	56,484	72,006*	31,532	38,566	1,463	—	—	6,925	7,034	(P.C.)
1968	58,216	51,225	22,854	26,276	1,636	—	—	6,991	3,422	(P.C.)
1972	68,992	59,078	22,950	29,419	4,229	55	—	9,914	6,469	(P.C.)
1974	73,069	58,649	26,932	28,578	2,666	—	77	14,420	1,646	(P.C.)

Pourcentages calculés par rapport aux électeurs inscrits

	Particip.	Libéral	Conserv.	N.P.D.	Crédit.	Autres	Abstentions
1963**	84,4	38,4	43,1	1,4	—	—	15,6
1965**	87,7	38,1	46,6	1,8	—	—	12,3
1968	88,0	39,3	45,1	2,8	—	—	12,0
1972	85,6	33,3	42,6	6,1	0,1	—	14,4
1974	80,3	36,9	39,1	3,6	—	0,1	19,7

Pourcentages calculés par rapport aux votes valides

	Libéral	Conserv.	N.P.D.	Crédit.	Autres
1963	46,4	52,0	1,6	—	—
1965	44,1	53,9	2,0	—	—
1968	45,0	51,8	3,2	—	—
1972	40,5	51,9	7,5	0,1	—
1974	46,2	49,1	4,6	—	0,1

Députés élus

	Libéral	Conserv.	N.P.D.	Crédit.	Autres
1963	2	2	—	—	—
1965	—	4	—	—	—
1968	—	4	—	—	—
1972	1	3	—	—	—
1974	1	3	—	—	—

\* En 1963 et 1965, les électeurs du comté de Queens élaient deux députés et pouvaient voter deux fois.

\*\* Calculé en comptant deux fois les électeurs inscrits dans le comté de Queens.

## ÉLECTIONS — 1963-1974 — MANITOBA

	Inscrits	Votants	Libéral	Conserv.	N.P.D.	Crédit.	Autres	Abstent.	Majorité	Parti
1963	516,525	401,870	134,905	168,013	66,652	28,157	826	114,655	34,108	(P.C.)
1965	517,928	383,362	117,442	154,253	91,193	16,315	237	135,566	36,811	(P.C.)
1968	531,563	403,272	166,025	125,713	99,974	949	7,732	128,291	40,312	(Lib.)
1972	610,568	453,642	136,906	184,363	116,474	3,228	2,183	156,926	47,457	(P.C.)
1974	633,411	448,431	122,470	212,990	104,829	4,750	1,692	184,980	90,520	(P.C.)

## Pourcentages calculés par rapport aux électeurs inscrits

	Particip.	Libéral	Conserv.	N.P.D.	Crédit.	Autres	Abstentions
1963	77,8	26,1	32,7	12,9	5,5	0,1	22,2
1965	73,8	22,7	29,8	17,6	3,2	0,0	26,2
1968	75,9	31,2	23,6	18,8	0,2	1,5	24,1
1972	74,3	22,4	30,2	19,1	0,5	0,4	25,7
1974	70,8	19,3	33,6	16,5	0,7	0,3	29,2

## Pourcentages calculés par rapport aux votes valides

	Libéral	Conserv.	N.P.D.	Crédit.	Autres
1963	33,8	42,3	16,7	7,0	0,2
1965	31,0	40,7	24,0	4,3	0,0
1968	41,5	31,4	25,0	0,2	1,9
1972	30,9	41,6	26,3	0,7	0,5
1974	27,4	47,7	23,5	1,1	0,4

## Députés élus

	Libéral	Conserv.	N.P.D.	Crédit.	Autres
1963	2	10	2	—	—
1965	1	10	3	—	—
1968	5	5	3	—	—
1972	2	8	3	—	—
1974	2	9	2	—	—

ÉLECTIONS — 1963-1974 — SASKATCHEWAN

	Inscrits	Votants	Libéral	Conserv.	N.P.D.	Crédit.	Autres	Abstent.	Majorité	Parti
1963	505,551	419,973	100,747	224,700	76,126	16,110	443	85,578	123,953	(P.C.)
1965	508,733	404,631	96,740	193,254	104,626	7,526	179	104,102	88,628	(P.C.)
1968	517,598	416,793	112,332	153,233	147,941	—	919	100,805	5,292	(P.C.)
1972	558,876	442,246	109,342	159,629	155,195	7,717	621	116,630	4,434	(P.C.)
1974	569,316	415,268	127,282	150,846	130,391	4,539	876	154,048	20,455	(P.C.)

Pourcentages calculés par rapport aux électeurs inscrits

	Particip.	Libéral	Conserv.	N.P.D.	Crédit.	Autres	Abstentions
1963	83,1	19,9	44,4	15,1	3,2	0,0	16,9
1965	79,5	19,0	38,0	20,6	1,5	0,0	20,5
1968	80,5	21,7	29,6	28,6	—	0,2	19,5
1972	79,1	19,6	28,6	27,8	1,4	0,1	20,9
1974	72,9	22,4	26,5	22,9	0,8	0,2	27,1

Pourcentages calculés par rapport aux votes valides

	Libéral	Conserv.	N.P.D.	Crédit.	Autres
1963	24,1	53,7	18,2	3,9	0,1
1965	24,0	48,0	26,0	1,9	0,0
1968	27,1	37,0	35,7	—	0,2
1972	25,3	36,9	35,9	1,8	0,1
1974	30,7	36,4	31,5	1,1	0,2

Députés élus

	Libéral	Conserv.	N.P.D.	Crédit.	Autres
1963	—	17	—	—	—
1965	—	17	—	—	—
1968	2	5	6	—	—
1972	1	7	5	—	—
1974	3	8	2	—	—

## ÉLECTIONS — 1963-1974 — ALBERTA

	Inscrits	Votants	Libéral	Conserv.	N.P.D.	Crédit.	Autres	Abstent.	Majorité	Parti
1963	700,920	552,164	121,473	249,067	35,775	141,956	1,255	148,756	127,594	(P.C.)
1965	725,447	534,870	119,014	247,734	43,818	119,596	1,275	190,577	128,148	(P.C.)
1968	774,565	567,416	201,045	283,987	52,720	—	26,083	207,149	82,942	(P.C.)
1972	955,531	722,338	177,599	409,857	89,811	31,689	1,996	233,193	232,258	(P.C.)
1974	1,016,314	684,649	168,973	417,422	63,310	22,909	9,955	331,665	248,449	(P.C.)

## Pourcentages calculés par rapport aux électeurs inscrits

	Particip.	Libéral	Conserv.	N.P.D.	Crédit.	Autres	Abstentions
1963	78,8	17,3	35,5	5,1	20,3	0,2	21,2
1965	73,7	16,4	34,1	6,0	16,5	0,2	26,3
1968	73,3	26,0	36,7	6,8	—	3,4	26,7
1972	75,6	18,6	42,9	9,4	3,3	0,2	24,4
1974	67,4	16,6	41,1	6,2	2,3	1,0	32,6

## Pourcentages calculés par rapport aux votes valides

	Libéral	Conserv.	N.P.D.	Crédit.	Autres
1963	22,1	45,3	6,5	25,8	0,2
1965	22,4	46,6	8,2	22,5	0,2
1968	35,7	50,4	9,4	—	4,6
1972	25,0	57,6	12,6	4,5	0,3
1974	24,8	61,2	9,3	3,4	1,5

## Députés élus

	Libéral	Conserv.	N.P.D.	Crédit.	Autres
1963	1	14	—	2	—
1965	—	15	—	2	—
1968	4	15	—	—	—
1972	—	19	—	—	—
1974	—	19	—	—	—

ÉLECTIONS — 1963-1974 — COLOMBIE BRITANNIQUE

	Inscrits	Votants	Libéral	Conserv.	N.P.D.	Crédit.	Autres	Abstent.	Majorité	Parti
1963	921,074	740,229	237,896	172,501	222,883	97,846	4,846	180,845	15,013	(Lib.)
1965	972,063	731,438	217,726	139,226	239,132	126,532	3,368	240,625	21,406	(N.P.D.)
1968	1,059,959	804,108	333,949	155,101	260,989	—	48,703	255,851	72,960	(Lib.)
1972	1,312,832	961,441	274,468	313,253	332,345	25,107	3,116	351,391	19,092	(N.P.D.)
1974	1,407,066	1,014,219	336,435	423,954	232,547	12,433	5,512	392,847	87,519	(P.C.)

Pourcentages calculés par rapport aux électeurs inscrits

	Particip.	Libéral	Conserv.	N.P.D.	Crédit.	Autres	Abstentions
1963	80,4	25,8	18,7	24,2	10,6	0,5	19,6
1965	75,2	22,4	14,3	24,6	13,0	0,3	24,8
1968	75,9	31,5	14,6	24,6	—	4,6	24,1
1972	73,2	20,9	23,9	25,3	1,9	0,2	26,8
1974	72,1	23,9	30,1	16,5	0,9	0,4	27,9

Pourcentages calculés par rapport aux votes valides

	Libéral	Conserv.	N.P.D.	Crédit.	Autres
1963	32,3	23,4	30,3	13,3	0,7
1965	30,0	19,2	32,9	17,4	0,5
1968	41,8	19,4	32,7	—	6,1
1972	28,9	33,0	35,0	2,6	0,3
1974	33,3	41,9	23,0	1,2	0,5

Députés élus

	Libéral	Conserv.	N.P.D.	Crédit.	Autres
1963	7	4	9	2	—
1965	7	3	9	3	—
1968	16	—	7	—	—
1972	4	8	11	—	—
1974	8	13	2	—	—

## ÉLECTIONS — 1963-1974 — YUKON ET TERRITOIRES DU NORD-OUEST

	Inscrits	Votants	Libéral	Conserv.	N.P.D.	Crédit.	Autres	Abstent.	Majorité	Parti
1963	18,734	14,714	6,114	7,783	—	560	—	4,020	1,669	(P.C.)
1965	18,986	15,163	7,740	6,751	431	—	—	3,823	989	(Lib.)
1968	21,366	16,126	9,066	5,321	1,528	—	—	5,240	3,745	(Lib.)
1972	30,348	22,966	6,754	8,671	6,548	—	252	7,382	1,917	(P.C.)
1974	33,611	21,362	5,957	8,184	7,028	—	—	12,249	1,156	(P.C.)

## Pourcentages calculés par rapport aux électeurs inscrits

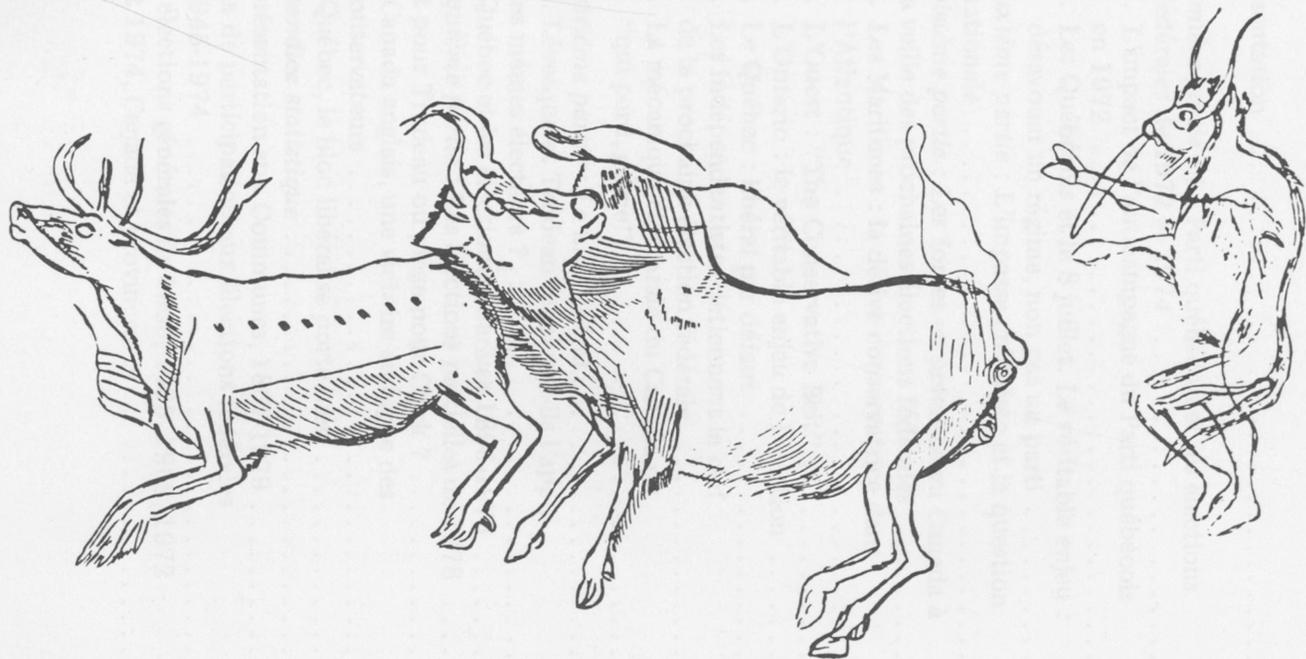
	Particip.	Libéral	Conserv.	N.P.D.	Crédit.	Autres	Abstentions
1963	78,5	32,6	41,5	—	3,0	—	21,5
1965	79,0	40,8	35,6	2,3	—	—	20,1
1968	75,5	42,4	24,9	7,2	—	—	24,5
1972	75,7	22,3	28,6	21,6	—	0,8	24,3
1974	63,6	17,7	24,3	20,9	—	—	36,4

## Pourcentages calculés par rapport aux votes valides

	Libéral	Conserv.	N.P.D.	Crédit.	Autres
1963	42,3	53,8	—	3,9	—
1965	51,9	45,2	2,9	—	—
1968	57,0	33,4	9,6	—	—
1972	30,4	39,0	29,5	—	1,1
1974	28,1	38,7	33,2	—	—

## Députés élus

	Libéral	Conserv.	N.P.D.	Crédit.	Autres
1963	—	2	—	—	—
1965	1	1	—	—	—
1968	1	1	—	—	—
1972	—	1	1	—	—
1974	—	1	1	—	—



235

ÉLECTIONS - 1963 1974 - YUKON ET TERRITOIRES DU NORD-OUEST

Année	Inscrits	Votants	Libéral	Conserv	N.P.D.	Credit	Astros	Abient	Majorité	Parti
1963	18,754	14,714	6,114	7,753	—	560	—	4,925	1,680	(P.C.)
1965	18,968	15,163	7,740	6,764	421	—	—	5,925	989	(L.B.)
1968	21,353	16,120	3,356	6,321	1,328	—	—	5,340	9,745	(L.B.)
1972	30,348	25,366	6,754	8,671	6,993	—	—	7,383	1,917	(P.C.)
1974	53,611	21,366	9,997	5,154	328	—	—	19,240	1,156	(P.C.)

Pourcentage calculés par rapport aux électeurs inscrits



Pourcentage calculés par rapport aux électeurs inscrits

## TABLE DES MATIÈRES

Présentation .....	9
<i>Première partie</i> : Le Parti québécois et les élections fédérales de 1972 et 1974 .....	13
I. L'impact de l'anticampagne du Parti québécois en 1972 .....	15
II. Les Québécois et le 8 juillet. Le véritable enjeu : désavouer un régime, non pas un parti .....	29
<i>Deuxième partie</i> : L'impasse créditiste et la question nationale .....	41
<i>Troisième partie</i> : Les forces en présence au Canada à la veille des prochaines élections fédérales .....	57
I. Les Maritimes : la dérive conservatrice dans l'Atlantique .....	59
II. L'Ouest : "The Conservative Belt" .....	69
III. L'Ontario : le véritable enjeu de l'élection .....	79
IV. Le Québec : libéral par défaut .....	87
V. Les indépendantistes détiennent la clef de la prochaine élection fédérale .....	95
VI. La mécanique électorale du Canada ou "qui perd, gagne" .....	105
<i>Quatrième partie</i> : Le bloc libéral .....	199
MM. Lévesque et Trudeau reçoivent-ils l'appui des mêmes électeurs ? .....	121
Le Québec et les élections fédérales 1896-1976 .....	131
<i>Cinquième partie</i> : Les élections partielles de 1978 ....	189
Test pour Trudeau ou piège pour Clark ? .....	191
Au Canada anglais, une victoire ambiguë des conservateurs .....	203
Au Québec, le bloc libéral se porte bien .....	211
<i>Appendice statistique</i> .....	219
Représentation aux Communes, 1867-1979 .....	220
Taux de participation aux élections fédérales 1945-1974 .....	221
Les élections générales de 1963, 1965, 1968, 1972 et 1974, Canada et provinces .....	222

TABLE DES MATIÈRES

Présentation ..... 3

..... Première partie : Le Parti québécois et les élections fédérales de 1972 et 1974 ..... 13

I. L'impact de l'anticampanisme du Parti québécois en 1972 ..... 15

II. Les Québécois et le 8 juillet. Le véritable enjeu : désavouer un régime, non pas un parti ..... 29

..... Deuxième partie : L'impasse crédite et la question nationale ..... 41

..... Troisième partie : Les forces en présence au Canada à la veille des prochaines élections fédérales ..... 57

I. Les Maritimes : la droite conservatrice dans l'Atlantique ..... 59

II. L'Ouest : "The Conservative Belt" ..... 69

III. L'Ontario : le véritable enjeu de l'élection ..... 79

IV. Le Québec : libéral par défaut ..... 87

V. Les indépendantistes détiennent la clé de la prochaine élection fédérale ..... 95

VI. La mécanique électorale du Canada ou "qui perd, gagne" ..... 105

..... Quatrième partie : Le bloc libéral. MM. Lavoie et Trudeau reçoivent-ils l'appui des mêmes électeurs ? ..... 121

..... Le Québec et les élections fédérales 1896-1976 ..... 131

..... Cinquième partie : Les élections partielles de 1978. Test pour Trudeau ou piège pour Clark ? ..... 189

..... Au Canada anglais, une victoire ambiguë des conservateurs ..... 203

..... Au Québec, le bloc libéral se porte bien ..... 211

..... Appendice statistique ..... 219

..... Représentation aux Communes, 1967-1979 ..... 220

..... Taux de participation aux élections fédérales 1945-1974 ..... 221

..... Les élections générales de 1963, 1968, 1972 et 1974, Canada et provinces ..... 222

Merci à Henry Moore pour le mouton, merci à Jacob de Gheyn pour le caméléon, à Frans Snyders pour le porc-épic, à Lucos Van Leyden pour le boeuf, à Francis Barlow, à Edward Hicks, au ministère des Postes pour le castor de la couverture, au Musée national et à John Crosby, aux Indiens, aux artistes de la préhistoire, à l'art celte, merci à Ernst Haeckel pour les méduses, à Hans Boldung-Grien et Granoch pour les monstres.

Production : La MÉDIA-TEQ enr.

Distribution :  
Messageries littéraires des éditeurs réunis  
6585, rue Saint-Denis  
Montréal, H2S 2S1  
tél. : 279-8476